



Programme des Nations Unies pour le Développement

Développement Humain Durable

pnud

LE CAPITAL SOCIAL

RAPPORT DES JOURNEES DE REFLEXION

BAMAKO, 3 ET 4 JUIN 1999

Synthèse réalisée par La Sahélienne Édition
sous la direction de Djéidi SYLLA

INTRODUCTION

Justification du choix du thème
Objectifs des journées de réflexion

1. PROBLÉMATIQUE

1.1 PRÉSENTATION DE LA NOTION DE CAPITAL SOCIAL

1.2 CAPITAL SOCIAL ET DEVELOPPEMENT

1.2.1 Essai de définition de la relation

1.2.2 Éclairage spécifique apporté par la journée de réflexion sur capital social et développement

2. PRÉSENTATION DES LEÇONS D'EXPÉRIENCE

2.1 LES ÉTUDES DE CAS

2.1.1 Capital Social et développement à Kolondièba et Douentza (A. ADAMS et R. GLASSCO)

2.1.2 Les écoles communautaires en pays *bwa* (N.U. DEMBELE)

2.1.3 Le développement endogène à Touba (N.U. DEMBELE)

2.1.4 Capital social, société civile et conflit du Nord Mali (M.D. MAIGA;/O.TRAORE./; M. AG HAIRY)

2.1.5 Commentaires critiques

2.2 L'EXPÉRIENCE DES PROJETS PNUD

2.2.1 Programme d'Aménagement et de gestion des Terroirs Villageois dans le Seno Gondo

2.2.2 Appui aux collectivités décentralisées pour un développement participatif (ACODEP)

2.2.3 Capital Social et aménagement participatif de la forêt de Tinienko, Cercle de Kita

2.2.4 Programme d'Appui à la Promotion des Femmes

2.2.5 Capital Social et Gestion des Ressources Pastorales

2.2.6 Programme Femmes Énergies Nouvelles et Renouvelables

2.2.7 Commentaires critiques

3. CONCLUSION / RECOMMANDATIONS

Intégrer les résultats de la journée de réflexion dans une démarche constructive

LISTE DES TABLEAUX ET ENCADRES

LISTE DES PARTICIPANTS

BIBLIOGRAPHIE

SIGLES

Foreword

Some time ago, a professional colleague who I greatly respect observed that really important ideas are usually simple to express. When we refer to social capital, that simplicity is conveyed by a phrase I heard shortly after arriving in Mali in 1995: « ... there are rich countries with poor people, and poor countries with rich people ... ». Mali is such a poor country ; its richness lies in its strong social capital.

Such richness translates into peoples' well-being. Well-being as the fundamental goal of development will, I believe, become more explicitly accepted, but the big problem is that of measurement. We have already moved beyond GDP per capita to Human Development and its related indices, but the Human Development Index can only accommodate objectively measurable variables such as longevity, literacy, income While the philosophy of HDI goes in the right direction, its respectability requires it to have such a « scientific » basis. Our challenge now is to continue in this philosophical direction, and begin to capture what we already intuitively know to be true : that well-being has not only objective and measurable dimensions, but also important psycho-social dimensions. And, very importantly for “development”, a sense of well-being is a part of a virtuous circle ; it has positive feedback on the ability of communities to shape their own socio-economic agendas, which in turn impacts on longevity, literacy, income Thus, social capital : its identification, its nurturing, and its protection, become legitimate concerns for development practitioners.

This book is rich in material exploring social capital in Mali, and it does not hesitate to present the difficulties and challenges which the application and use of the concept pose. I would like to draw the reader's attention to a particularly interesting feature : the notion of « capital social passerelle » which came out of the study of the role of social capital in conflict resolution after the so-called Tuareg rebellion in north Mali. “Capital social passerelle” is in fact equivalent to the distinction which emerged during 1999 in the international literature between bridging (outward-oriented) social capital and bonding (inward-oriented) social capital. The work in Mali, therefore, « discovered » bridging social capital independently of – and in parallel with – others who were pushing the frontiers of social capital investigations elsewhere.

Today, at the international level, there is a great need to operationalize social capital as a development tool, and to better capture the well-being dimension of human development. The operationalization of social capital requires empirical investigations : the case studies presented in this book, and the animated and rich discussions which they provoked, will surely serve as an important milestone in this exciting journey of discovery, to better understand ourselves, our societies, and the goals of development.

Tore Rose
Resident Representative

Avant-propos

Un collègue ami que je respecte beaucoup m'a fait remarquer, il y a quelque temps que les idées essentielles sont souvent les plus simples à exprimer. Quand on fait référence au capital social, cette simplicité peut être résumée en une phrase, entendue peu après mon arrivée au Mali en 1995 « ... il y a des pays riches avec un peuple pauvre et il y a des pays pauvres avec un peuplé riche... ». Le Mali est l'un de ces pays pauvres et sa richesse réside précisément dans son immense capital social.

La richesse se traduit dans le bien-être de la population. Ce bien-être, comme objectif premier du développement, sera bientôt accepté par tous, mais sa mesure pose encore problème. On est passé du PNB (produit national brut) par habitant au Développement Humain avec ses indicateurs corollaires. Cependant, l'Indicateur de Développement Humain (IDH) ne peut s'accommoder objectivement de variables seulement mesurables telles que l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation ou les revenus... Bien que la philosophie de l'IDH aille dans ce sens, sa respectabilité continue de requérir une base «scientifique mesurable ». Notre défi aujourd'hui est de persévérer dans cet esprit en essayant de saisir ce que l'on considère déjà intuitivement comme juste: le fait que le bien-être a non seulement des dimensions objectives et mesurables, mais aussi d'importantes dimensions psychosociales intangibles. De plus, il est très important concernant le « développement » de comprendre que le bien-être fait partie d'un cercle vertueux; le bien-être a des effets positifs sur la capacité des communautés à définir leurs propres objectifs socio-économiques, ce qui à son tour a un impact sur l'espérance de vie, l'alphabétisation et les revenus...Il en est ainsi du le capital social : son identification, son entretien et sa protection, deviennent des préoccupations légitimes pour les praticiens du développement.

Ce livre est riche de matériaux explorant le capital social au Mali et il n'hésite pas à mettre en évidence les difficultés et les défis que posent l'application et l'utilisation de ce concept. J'attire l'intérêt du lecteur sur une caractéristique particulièrement importante: la notion de « capital social passerelle » qui est ressortie d'une étude sur le capital social dans la résolution du conflit après la rébellion touarègue au Nord Mali. Le « capital social passerelle » équivaut en fait à la distinction apparue en 1999 dans la littérature internationale entre le capital social extérieur et le capital social intérieur et leurs liens réciproques. Par conséquent, le travail au Mali a permis de découvrir cette nuance indépendamment de - et en parallèle avec - ceux dont les réflexions ont poussé plus loin les frontières des investigations sur le capital social.

Aujourd'hui, au niveau international, il est nécessaire de rendre effectif le capital social comme outil de développement, et de mieux saisir la dimension bien-être du développement humain. L'opérationnalisation du capital social requiert des investigations empiriques: les études de cas présentées dans cet ouvrage, ainsi que les discussions riches et animées qu'elles ont provoquées, seront sûrement un repère important dans ce voyage fait de découvertes vers une meilleure compréhension de nous-mêmes, de nos sociétés et des objectifs du développement.

Tore Rose
Représentant Résident

INTRODUCTION

Justification du choix du thème

Le Bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement au Mali travaille depuis trois ans sur la problématique **Capital social et Développement Humain Durable**. Trois constats expliquent cet intérêt.

Premièrement, tous les observateurs étrangers sont frappés au Mali par l'état de conservation de traits culturels authentiques, la richesse et la complexité des relations, structures et mécanismes sociaux de régulation, confirmant l'idée désormais acceptée qu'il existe des pays économiquement pauvres, mais disposant d'autres formes de richesse, sociales notamment, ayant un impact significatif sur le bien-être des populations.

Deuxièmement, au début des années 1990, en mettant à jour un faisceau d'interactions subtiles entre la débrouillardise quotidienne des Bamakois et leur capital de voisinage, de promotion, d'appartenance religieuse, de clubs récréatifs ou *grins*, de tontines etc., des recherches menées à Bamako par l'Institut des Sciences Humaines du Mali et l'Université d'Aix-en-Provence de France ont montré toute la valeur du capital social pour comprendre les stratégies de survie et d'adaptation des populations dans l'environnement difficile qu'est le milieu urbain.

Enfin, l'enquête sur les perceptions maliennes de la pauvreté menée en 1997 par la Direction Nationale de la Statistique avec l'appui du PNUD a montré que 20% des personnes interviewées considèrent que la rupture des liens de solidarité est la cause principale de pauvreté. Pour plus de la moitié des personnes interrogées, la forme la plus grave de pauvreté s'exprime par le fait de ne pas pouvoir compter sur un réseau, ou de ne pouvoir recourir à autrui. Pour résoudre leurs problèmes, 32% des personnes interrogées se réfèrent d'abord aux réseaux familiaux, 18% aux associations, et seulement 3% à l'État. L'enquête a également montré que les pauvres sont très peu impliqués dans la vie associative. Par ailleurs, en matière de choix de stratégies de lutte contre la pauvreté, 38,1% des enquêtés ont estimé que la nécessité de regroupement, d'organisation et de coopération répond au besoin de constituer une force sociale solidaire. L'enquête a par ailleurs mis en évidence la perception des populations sur le capital social et le vaste potentiel qu'il représente dans la lutte contre la pauvreté, même s'il s'agit ici principalement de la dimension psychosociale et matérielle de l'entraide et de la solidarité.

Ces trois constats ont confirmé que cette notion neuve de capital social pourrait être d'une grande utilité pour renouveler les modèles de pensée et les pratiques concernant le développement au Mali, et rendre ce développement plus efficace, plus humain et plus durable en se fondant sur des forces et des dynamiques endogènes existantes. En outre, ladite notion pourrait contribuer à créer de nouvelles opportunités pour la production des ressources sociales et économiques essentielles à la promotion du bien être individuel et collectif.

Pour aller de l'avant, le PNUD a initié une démarche exploratoire visant à interpréter, dans l'environnement social, économique, institutionnel du Mali, certains contenus et significations concrètes de cette notion. Pour ce faire, une démarche pratique et progressive fondée sur l'analyse d'expériences maliennes en matière de développement, de régulation sociale, de gestion des crises et de médiation a été développée. L'objectif visait à étudier, à travers des cas ponctuels sur le terrain, diverses manifestations du capital social, avant d'envisager ensuite de façon un peu plus rigoureuse un exercice d'opérationnalisation systématique.

Objectifs de la journée de réflexion

Trois objectifs essentiels étaient assignés aux journées de réflexion :

procéder à la restitution des leçons des quatre études de cas réalisées, et qui jusqu'à présent, n'ont été accessibles qu'à une équipe restreinte ;

identifier les conditions et les circonstances dans lesquelles la prise en compte du capital social peut rendre les activités de développement plus efficaces et durables ;

explorer les possibilités d'opérationnaliser la prise en compte du capital social dans les programmes de développement au Mali.

L'exercice proposé par le PNUD a mis en présence une centaine de participants provenant de divers horizons : Gouvernement, Agences de Coopération, Société civile, Secteur Privé, Institutions de Recherche et d'Enseignement Supérieur, personnes ressources nationales indépendantes, Représentants des communautés où les études de cas ont été menées, Presse, Programmes PNUD sur le terrain, Fonctionnaires du Bureau PNUD au Mali, Facilitateurs internationaux.

Structure du rapport

Le présent rapport qui tente modestement de capturer l'extrême richesse de ces journées de réflexion se penchera successivement sur i) la problématique globale du capital social telle qu'elle a été présentée et discutée ; ii) la présentation critique des leçons d'expériences comprenant des études de cas approfondies présentées par des chercheurs indépendants et des analyses succinctes conduites par des projets du PNUD au Mali ; iii) et les voies et moyens d'intégrer les résultats de ces journées de réflexion dans une démarche constructive bénéfique au développement.

1- PROBLÉMATIQUE

La première session de l'Atelier a été consacrée à une réflexion préliminaire sur le capital social.

1.1 PRÉSENTATION DE LA NOTION DE CAPITAL SOCIAL

Selon Pierre Bourdieu, la vie sociale est partagée et structurée par un ensemble de champs, de dans lesquels s'effectuent les pratiques sociales. Dans chacun de ces champs circule une espèce spécifique de capital (Bourdieu 1986).

Encadré no. 1 : différentes sortes de capital

Le capital économique est constitué par les facteurs de production mais aussi par le type d'intérêt économique qui a cours dans une société.

Le capital culturel est fait de l'ensemble des créations intellectuelles et formes de comportements acquis.

Le capital humain est constitué par les capacités, connaissances acquises et aptitudes professionnelles au plan individuel.

Le capital symbolique est fait d'honneur, de prestige, de savoir ou de statut.

Comme énoncé par Portes (1998) "Tandis que le capital économique est dans le compte bancaire des gens, le capital humain dans la tête des gens, le capital social est inhérent à la nature intrinsèque des relations sociales"

Si la vie en société est un processus permanent d'accumulation d'une ou plusieurs sortes de capital, le capital social a un rôle charnière, puisqu'il permet d'accéder à tous les capitaux détenues par les autres, ou de convertir le sien propre en une autre espèce de richesse.

Quand on parle de capital social, généralement les gens font une confusion entre le Capital social et d'autres notions liées aux champs ci-dessus.

Etymologiquement le terme de capital social se réfère d'abord à "capital » qui, en économie met l'accent sur la mesurabilité et le rôle instrumental pour la production des biens au sens large. Ensuite, en se référant à "social », il met en relief quelque chose qui n'est ni individuel, ni matériel mais interpersonnel, interactif, associatif et échangeable.

Le capital social est à la jonction de trois dimensions : sociale et économique (en ce qui concerne la production de richesses et de services) et politique (en ce qui concerne les modalités de distribution et de gestion de ces richesses et services). Il existe une multiplicité de définitions du capital social qui se réfère chacune à une ou plusieurs de ces dimensions et ne recouvrent chacune qu'une facette de la même réalité.

On passera successivement en revue, les définitions contenues dans la littérature existante, avant d'exposer certains éclairages complémentaires proposés par les journées.

Encadré no. 2 : quelques définitions du capital social

- Spécificités de l'organisation sociale qui facilitent la coordination et la coopération au profit de l'intérêt mutuel (Putnam 1993)
 - Entités sociales qui facilitent l'action (Coleman 1998)
 - Partage du savoir et des usages par rapport à une activité productive (Orstrom 1993)
 - Genre et densité des organisations sociales (Fox 1995)
 - Relations sociales de confiance qui facilitent la création d'atouts (le séminaire de Sagauro 1998)
 - Tout ce dont dispose une société pour assigner à l'économie des buts extra-économiques, ainsi que pour commander ou contrôler la production et réaliser ses valeurs propres au moyen de la répartition et de la redistribution des richesses (Vuarin 1999).
-

Dans son mot d'introduction, M. Tore Rose, Représentant Résident du PNUD a soutenu l'idée que le capital social "se trouve dans la qualité des transactions sociales entre individus, entre individus et organisations, entre organisations elles-mêmes. La qualité de la confiance et la nature positive des attentes dans les transactions sociales ont aussi un rapport direct avec l'efficacité économique et, par voie de conséquence, avec la croissance et la richesse. Manifestement, un niveau élevé de capital social entraîne une forte diminution des coûts de transactions. L'abaissement du coût des transactions peut aboutir à des bénéfices très significatifs ». Le Représentant Résident du PNUD considère que le "capital social élevé peut également avoir des aspects négatifs : par exemple des sociétés à culture traditionnelle et statique peuvent avoir un capital appréciable, mais leurs normes sociales peuvent en fait constituer un handicap pour le développement de l'initiative et de la capacité de prise en charge ».

Le Représentant Résident du PNUD considère également comme relevant du capital social tout ce qui concourt à l'unanimité, au consensus ou à la convergence dans les rapports sociaux.

Quant à Alayne Adams, elle a défini le capital social est défini comme le produit des relations sociales, c'est à dire de l'interaction elle-même et de la confiance qui s'y investit.

Le capital social fait référence aux relations sociales soutenues qui facilitent la coopération dans et entre des groupes d'individus. Ces relations s'établissent par l'association et les échanges entre les hommes. Elles se fondent sur un certain degré de confiance et s'incarnent dans un ensemble de valeurs et de normes partagées. Ce sont ces valeurs partagées qui assurent le bien-être humain, lesquelles incluent l'équité, la tolérance et la collaboration. » Ainsi peut-on dire que tout rapport social de coopération augmente l'efficacité économique, qui elle-même améliore le bien-être.

Encadré no. 3 : le capital social possède quatre attributs

Le premier attribut repose sur l'ensemble des capacités humaines et sociales et sur les opportunités de changement qualitatif. La mobilisation et la participation des communautés aux objectifs communs a pour effet dès lors de générer le bien-être. Nous sommes en présence à ce moment là de dimensions intrinsèques et instrumentales.

En deuxième lieu le capital social désigne à la fois les biens publics et privés.

En troisième lieu il se présente sous la double forme d'un stock et d'un flux : le stock est augmenté par l'usage et les flux sont adoptifs, sous l'effet des contraintes extérieures.

En quatrième lieu, on peut distinguer capital social local, propre ou interne à un groupe ou une communauté et capital social passerelle, mettant en jeu les relations externes entre groupes et communautés.

Le capital social est propre à toute communauté. Il existe sous diverses formes et opère à divers niveaux. On peut cependant, dans le contexte du développement, en distinguer deux types :

le capital social local qui existe au sein d'un groupe donné de gens partageant les mêmes attributs, et qui permet d'atteindre des objectifs de développement collectif qui ne sauraient se réaliser au moyen d'une action individuelle ;

le capital social sous forme de traits d'union ou de passerelle qui opère sur l'ensemble des divisions au sein de la société. Ces divisions peuvent être fondées sur la race, la religion et la classe. Ce type de capital social est particulièrement utile au développement. Il permet de rassembler des groupes différents, voire opposés, en identifiant des intérêts communs autour desquels les problèmes peuvent se résoudre de façon concertée.

Enfin, selon Robert Vuarin, le capital social est fait de la possession d'un réseau durable de relations et d'appartenance à un ou plusieurs groupes, groupes qui eux mêmes détiennent du capital économique, culturel et symbolique mobilisable. Une relation sociale permet de solliciter les capitaux des autres, et donc démultiplier le sien propre. Le capital social peut être hérité lorsque les parents transmettent à l'enfant leur réseau de relation. Il peut être acquis par une personne par un travail d'instauration et d'entretien des relations sociales. Il a comme principal espace d'accumulation la famille, mais peut aussi être augmenté par le travail de sociabilité, en direction de parents et de non parents. C'est ce qui se passe dans les cérémonies familiales. La voie des parents (*fasira, basira*) est croisée avec celle des amis (*terisira*) de telle sorte que toutes les relations soient plus intenses, mieux tissées, que les partenaires soient plus proches, plus confiants, ce qui est la condition de l'aide ou de l'entraide. La sociabilité africaine est extrêmement active et attentive au travail de sociabilité, pour au moins deux raisons : la fréquentation des autres est gratifiante affectivement et psychologiquement et le réseau de relations joue le rôle concret de système de protection sociale.

L'espace social est ainsi découpé en champ- ou en "marchés" - où circulent des biens rares dont l'appropriation est l'enjeu des pratiques individuelles : les individus, mais aussi les groupes, accumulent plus ou moins de capital, sous une espèce ou une autre, ou sous plusieurs. En outre, les individus et surtout les groupes s'efforcent en permanence de convertir l'espèce de capital qu'ils détiennent en une autre espèce : par exemple un titre scolaire permet d'accéder au capital

économique. Mais il arrive plus souvent que le capital social soit converti en capital économique: un ami prête de l'argent ou aide à obtenir un emploi.

En synthèse on retiendra que le capital social est le fruit de relations qui :

Sont établies à travers l'interaction, l'association et l'échange,

Sont basées sur la confiance ou des attentes positives (renforcées par les risques de sanction),

Et supposent l'acceptation d'un ensemble de normes de valeurs ou d'intérêts communs.

Encadré no. 4 : exemples de constituantes du capital social

- Codes de conduite et d'honneur
 - Formes et manifestations diverses de la vie associative
 - Chaînes de solidarité et d'entraide
 - Structure sociales et groupements économiques
 - Systèmes d'éducation traditionnelle et de socialisation
 - Formes et mécanismes de gestion des ressources collectives
 - Mécanismes et formes de prévention et de gestion des crises
 - Mécanismes de prise de décisions et de recherche de consensus
 - Mécanismes de réciprocité
 - Degrés de confiance mutuelle
 - Modalités de distribution de la richesse et de l'équité
 - Modalités de mobilisation et de manifestations de l'action collective
 - Mécanismes de résolution des conflits et de mobilisation populaire
 - Formes d'accumulation et de répartition collective de la richesse
 - Degrés de cohésion et de fragmentation des communautés
 - Mécanismes d'accès à l'information et de partage des connaissances
 - Réseaux intra et inter communautaires
-

1.2 CAPITAL SOCIAL ET DÉVELOPPEMENT

1.2.1 Essai de définition de la relation

Encadré no. 5 : Le capital social : une conception alternative pour le développement

Après de longues années de pratiques du développement, dominées par la vision "économiste", il est désormais établi que la seule formation du capital physique et financier ne peut à elle seule expliquer et soutenir la croissance économique, encore moins le développement. Les facteurs liés à la culture aux valeurs partagées, aux traditions d'une part, et d'autre part les faisceaux de relations et d'interactions entre les hommes, les collectivités et groupes formellement ou non structurés, leurs aptitudes et compétence à échanger, communiquer, s'entraider, s'organiser, le degré de confiance réciproque et la nature de leurs rapports sont autant de variables qui rendent compte de l'état de bien-être des hommes ainsi que de la qualité et de la nature des processus dans lesquels ils sont engagés pour leur propre épanouissement.

La redécouverte des dimensions humaines et sociales, leurs vertus, ainsi que les leçons de nombreux échecs des projets de développement, ont permis particulièrement ces quinze

dernières années, d'inscrire progressivement de nouvelles réalités dans le discours contemporain.

C'est donc dans un contexte global de conceptions alternatives et émergentes sur le développement, que le capital social a pris de plus en plus de valeur non seulement auprès des scientifiques et chercheurs, mais aussi auprès des Agences de développement. Pour ces catégories d'acteurs, cette notion nouvelle pourrait être d'une grande utilité pour renouveler les pratiques et conceptions du développement, afin de les rendre plus humaines et plus durables, et afin de créer des possibilités et des conditions nouvelles pour la production des ressources sociales et économiques qui sont essentielles à la promotion du bien-être individuel et collectif².

Chaque société a sa définition particulière, culturellement spécifique du développement. On parle de réussite ou d'échec du développement lorsque les buts et objectifs fixés par la société et la culture sont atteints. Le développement serait à ce moment, la croissance des richesses et leur maîtrise au sein d'un ensemble constitué par l'action économique et par sa maîtrise sociale.

D'un côté l'économie, de l'autre le social. A l'interface, le capital social, qui serait cette articulation par laquelle le social commande l'économique. C'est dans ses valeurs, ses idéaux, ses visions de l'avenir, dans sa conception de la justice que chaque société, mais aussi chaque groupe ou chaque individu trouve les références normatives au développement, essaie de l'imposer en le contrôlant, lui donnant un autre sens que la simple production d'une valeur strictement économique. C'est en cela qu'il y a autant de sociétés que de développements réussis. Chaque société décide de ce qu'il faut faire des richesses, définit les critères de réussite de l'économie.

Le capital social fonctionne à la fois comme un bien intrinsèque et comme un moyen permettant de réaliser des objectifs de développement. En tant que bien intrinsèque, il renforce la capacité humaine et sociale et les opportunités de bien-être. Les groupes et communautés qui disposent de capital social sont plus aisés que ceux qui n'en ont pas; ils s'en servent comme moyen pour réaliser des objectifs de développement qui requièrent la mobilisation et la participation communautaires.

Par ailleurs les valeurs partagées assurent le bien-être humain, lesquelles valeurs incluent l'équité, la tolérance et la collaboration, complètent et soutiennent le processus de développement et de transformation sociale : pour permettre à un plus grand nombre de membres d'une communauté d'avoir accès aux ressources par exemple, ou d'influencer la prise de décisions publiques. L'identification de valeurs et d'objectifs partagés est fondamentale à la formation et à la consistance du capital pour le développement et constitue un moyen vital de combler les différences et la diversité.

Enfin, la société est constituée par un ensemble d'institutions, de structures et de mécanismes par lesquels les collectifs sont construits, unifiés et hiérarchisés entre eux. Ces collectifs intègrent ou excluent les hommes dans des appartenances et des identités au sein desquelles les relations humaines sont réglementées. C'est cela qui établit les frontières entre les différentes composantes de la société, et ainsi chacun sait qui il est. Mais il faut bien voir que ces frontières sont emboîtées, comme les groupes eux-mêmes, dans des collectifs de plus en plus vastes. Or à chaque frontière, il y a un passage sous forme de relations sociales transfrontalières : c'est ce qu'on appelle le capital social passerelle. C'est cela qui fait que des groupes ou catégories

² Djéidi Sylla, PNUD/Bamako

distinctes appartiennent à une entité plus vaste, en particulier à la Nation, sauf lorsqu'elle est mono-ethnique, ce qui n'est évidemment pas le cas du Mali.

C'est bien sûr au travers de cette organisation que les richesses sont redistribuées et réparties parce que c'est elle qui détermine et identifie les parties, les groupes, les catégories et c'est donc aussi elle qui contrôle ou commande le sens du développement économique. Dans le cas du Mali, la société privilégie le collectif sur l'individu. Elle utilise exclusivement comme canaux de répartition et de redistribution des richesses, toutes les formes d'organisation sociale qui valorisent le collectif

Selon Robert Vuarin, le développement est défini par deux éléments : la croissance économique d'une part et sa maîtrise sociale d'autre part.

L'assignation à l'activité économique de buts précis contribue donc, dans cette définition, à permettre un repérage du capital social. Or, dans cette phase, plusieurs niveaux et types d'acteurs interviennent : l'État, par ses politiques économiques, la société civile au travers de ses valeurs et de son organisation, et l'individu.

La relation capital social et développement pose la question d'une part de la maîtrise des effets bénéfiques du capital social, et d'autre part celle de son utilisation et de sa mobilisation systématique dans le cadre du développement.

De nombreuses études menées à travers le monde, ainsi qu'au Mali ont mis en relief les effets bénéfiques ou négatifs du capital social sur le développement :

Encadré no. 6 : effets positifs du capital social sur le développement : exemples à travers le monde

- Il permet de promouvoir l'économie et l'investissement (Knack et Keefer 1997, Fukuyama 1993)
 - Il accroît le revenu des ménages (Narayan et Pritchett, 1997)
 - Il diminue l'individualisme et le comportement individualiste (Coleman, 1998; Lenonardi, 1995; O'Brien et Al, 1996)
 - Diminue la corruption et l'incompétence par la création d'institutions de transparence locale (Mishler et Rose 1995, Tendler 1995)
 - Favorise l'élargissement et la vitalité de la démocratie participative (Putnam 1993-1995)
 - Favorise un meilleur accès à l'emploi.
-

Encadré no. 7 : effets du capital social sur le développement : exemples positifs au Mali

1. Communication traditionnelle et capital social

Dans le cadre de son projet d'Education Familiale et de Lutte contre les MST/SIDA dans le cercle de Banamba, les ONG Africare et Gadona ont formé des troupes d'animation constituées uniquement des natifs des villages encadrés et comprenant au moins deux communicateurs locaux. Pour que les messages atteignent le maximum de populations, ces troupes se produisent régulièrement les jours de marché et sur la place du marché. D'autres grandes manifestations du village sont également mis à profit pour développer des thèmes en fonction de l'actualité et des besoins. En plus des questions de santé, d'autres initiatives baties autour des communicateurs locaux, interviennent sur les questions relatives à la paix, la solidarité, l'entraide, la résolution des conflits et la

mobilisation de l'épargne/crédit. En dehors du théâtre et de la danse, de nombreux autres moyens et supports de communication sont utilisés par la communication traditionnelle.

Les proverbes, devinettes et maximes servent à enseigner aux jeunes générations les éléments de la vie sociale intellectuelle et spirituelle. Ceux qui manient les maximes et proverbes en milieu traditionnel sont des esprits remarquables très recherchés dans les relations sociales, dans la constitution et la gestion du capital social intra familial et intercommunautaire.

Souadou Koné Diabaté (contribution écrite)

2. Capital social et microfinance

Le gisement de capital social activé, apparaît comme une matière première capable de relever le défi de la microfinance au Mali. A partir du principe traditionnel de tontines améliorées, la constitution de réseaux de caisse d'épargne et de crédit inscrit de nouvelles perspectives urbaines et rurales dans le transfert du capital social en capital financier. Les expériences du système financier décentralisé en cours (pays dogon, zones CMDT et Office du Niger), leur agrément et tutelle par le ministre des Finances et l'installation des 701 communes annoncent une amorce de développement enraciné dans des dynamiques sociales et économiques prometteuses, grâce à :

- un montage institutionnel de plus en plus serré entre les niveaux micro et macro de développement
- le passage fondamental de la demande verbale de crédit à sa gestion écrite par des villageois alphabétisés en leur langue maternelle
- l'engagement de la caution solidaire du village ou du quartier par une association qui exercerait une pression sociale sur le débiteur défaillant et qui améliorerait sa propre crédibilité.

Hamidou Magassa (contribution écrite)

3. Le système de vulgarisation par la formation et les visites comme moyen de construction et de gestion du capital social

Dans le système de vulgarisation par la formation et les visites, le groupe de contact est un outil essentiel de l'agent de vulgarisation de base en ce sens que c'est cet "outil" (groupe de paysans de 8 à 15 membres) qui joue le rôle de relais de diffusion des technologies aux autres paysans du village-cible dans ce programme de vulgarisation agricole. L'élément relevant du capital social joue d'abord avec le choix des membres d'un groupe de contact, au delà des critères techniques de volontariat, de proximité des champs ou d'affinité entre les membres. De la perception des paysans, la manifestation du capital social a été illustrée au niveau du village par le degré de cohésion sociale et au niveau des membres du groupe de contact par le degré de confiance mutuelle.

On dénombre un à trois groupes de contact par village, ce qui donne à cette institution du village une vision horizontale des associations et des tons qui sont très souvent mises à contribution pour la mise en place de ces groupes (base d'une forme de cohésion sociale) dans le village. Le groupe de contact donne l'occasion d'engendrer des activités répétitives entre les membres (participation à la démonstration de quinzaine) qui justifieraient l'augmentation du niveau de confiance entre les membres.

Les résultats d'une observation participante relèvent que la présence du capital social joue de façon effective sur l'efficacité de la vulgarisation agricole. Elle permet au village de s'approprier cette institution, voire cet outil pour assurer le rôle relais de diffusion des technologies aux paysans non membres du groupe de contact. Elle représente à moindre coût un mécanisme durable d'accès à l'information agricole et de partage de connaissances.

Avec la présence du capital social, la dimension organisationnelle et le fonctionnement du groupe de contact dépassent les seuls objectifs de production économique pour développer à terme une chaîne de solidarité et d'entraide entre les membres même dans

les cas où le niveau de prestation de l'encadrement de base reste moyen. Son impact se traduit par des taux contributives de mobilisation du capital social correspondant à des accroissements de revenu.

On peut construire le capital social quand il fait défaut. Par exemple un agent de vulgarisation très performant peut de façon significative contribuer à la stimulation et à la vitalisation du capital social dans le village.

Mamadou Camara (contribution écrite)

4. Formes et manifestations diverses de la vie associative féminine

Le mouvement associatif féminin dans son ensemble est un important facilitateur et catalyseur du capital social par sa force de mobilisation et d'organisation. Les structures qui la constituent contribuent au développement par l'organisation d'activités économiques au sein desdits regroupements.

Ces structures visent à améliorer les conditions de vie des femmes dans la perspective de leur implication effective et efficace à la vie de la nation pour un développement harmonieux et durable de la société. Pour atteindre leurs objectifs, elles ont développé des stratégies de sensibilisation, de formation et même de reconversion socio-économique...

L'objectif visé est de leur permettre de s'autogérer en vue d'arriver à obtenir un changement quantitatif et qualitatif dans leur cadre de vie. Par exemple en 1998, une coalition regroupant huit (8) associations ayant une capacité de décision et d'influence a été mise en place par l'APDF en vue d'organiser les institutions qui œuvrent à la défense des droits des femmes. Il s'agit d'un front commun tourné vers la réflexion et l'action en vue d'atteindre un meilleur développement basé sur des valeurs d'équité, de tolérance, de collaboration.

Il existe en outre de petits groupes plus ou moins structurés ou informels, constitués par les réseaux de tontines, les groupements de femmes autour d'activités génératrices de revenus. Lorsque ces associations d'intérêt fonctionnent correctement, elles durent très longtemps et établissent des liens solides et solidaires entre les membres.

L'appui aux ONG et associations féminines dans leur effort pour amener les communautés vers une vie associative plus riche, encourage l'établissement de réseaux et coalitions fiables, et contribue non seulement à la création d'un nouveau capital social, mais également à la consolidation de l'existant.

Mariam M'Barakou Touré (contribution écrite)

5. Société Civile et capital social

Au Mali, la victoire républicaine du Mouvement Démocratique lors des événements du 26 Mars 1991 confirme l'arrivée aux commandes de l'Etat des associations politiques mises en place par la société civile pour lutter contre le régime militaire. Ces associations ont ensuite procédé à leur promotion en une centaine de partis politiques. En réaction au monopartisme dominant pendant trois décennies, cette éclosion spectaculaire de la société civile se traduit actuellement par l'existence de dizaines de syndicats libres, d'organisations professionnelles, villageoises, de coopératives, de défense des droits de l'homme ou à caractère confessionnel. De multiples groupes de pression à but économique, culturel, éducatif, sportif, scientifique sont actifs. Un millier d'ONG et plus de huit mille associations sont officiellement enregistrés. L'ensemble des relations économiques et culturelles du champ politique est ainsi investi par les mécanismes de dérégulation et de recomposition institutionnelle de la société civile en quête d'espace à définir, de normes à fixer et de valeurs à adopter pour la promotion de la Démocratie.

Hamidou Magassa (contribution écrite)

1.2.2 Éclairage spécifique apporté par les journées de réflexion sur la relation entre capital social et développement

Compte tenu de la difficulté à établir le consensus autour d'une définition unique, les participants ont préféré ne pas discuter du concept lui-même. Ils se sont plutôt penchés sur la notion, à savoir ce que cela recouvre et qui incorpore simultanément plusieurs facettes correspondant aux différentes définitions nuancées de la même réalité. C'est ainsi qu'au cours des échanges, l'accent a été mis sur les différents éléments constitutifs, les bénéfices attendus et les pesanteurs.

Les différentes définitions du capital social proposées dans la littérature anglophone mettent l'accent particulièrement sur les dispositifs organisationnels, culturels, éthiques d'un groupe ou d'une société en tant que ressources relativement statiques, décidant de la mobilisation des énergies collectives et de leur rétribution. Elles conçoivent dans certains cas le capital social comme une dotation statique, un "trésor", disponible ou non, pour un groupe social. Et dans d'autres cas, comme à travers les travaux de R. Putnam aux USA, le capital social s'inscrit dans une dynamique de changements qualitatifs et quantitatifs.

A l'opposé, le courant sociologique français représenté par Pierre Bourdieu et Robert Vuarin considère le capital social comme une forme de capital particulier qu'utilisent les acteurs individuels ou collectifs, dans une négociation permanente pour l'acquisition d'avantages supplémentaires dans le jeu social, par des procédures de conversion d'une espèce de capital en une autre. Le capital social est de ce point de vue d'avantage assimilable à une monnaie d'échange qu'à une dotation définitive. Il s'agit d'un "trésor" collectif et dynamique. C'est au travers de ces procédures, tout aussi repérables aux niveaux individuels que collectifs, que les acteurs s'efforcent d'assigner des buts spécifiques à l'activité économique, d'améliorer et de légitimer leur contrôle et leur maîtrise.

Toutefois, les participants aux journées de réflexion ont fait remarquer que cette dernière approche également contient une vision réductrice, neo-marxiste parce qu'elle reflète un point de vue valable dans des situations sociales dominées complètement par les rapports économiques.

Il faut donc dépasser le seul cadre économique pour mettre le capital social au service de formes plus larges et diversifiées d'organisation et de régulation sociale et réciproquement pour parler de développement.

Encadré no. 8 : Conversion réciproque du capital social

Dans le contexte global de développement du Mali, caractérisé par une forte solidarité communautaire, le capital social met en branle deux processus réciproques de conversion:

Premier processus : la "capitalisation du social". Il met en jeu l'investissement et la motivation des individus pour le renforcement des réseaux sociaux. En outre l'accentuation des fonctions de régulation sociale de ces réseaux permet de disposer de services et de satisfaire les attentes des individus qui participent au processus de construction.

Second processus : la "socialisation du capital". Il s'agit d'un processus par lequel la richesse et les services, même créés au plan individuel, deviennent collectifs et partagés, se distribuent et deviennent efficaces en empruntant le canal de réseaux sociaux qu'ils contribuent à renforcer.

Trois niveaux d'utilisation du capital social ont été également mentionnés : deux niveaux collectifs : l'Etat d'abord, et la société civile ensuite ; le troisième articule ce collectif et l'individu. Or, l'on sait que les buts prioritaires que la culture et les systèmes d'organisation

assignent au développement dans la société malienne sont d'avantage tournés vers la recherche du consensus collectif que celui du bénéfice individuel. La société malienne valorise la collectivité au détriment de l'individu. Ceci constitue un potentiel prodigieux pour l'action collective. Mais le capital social ainsi défini risque aussi d'être, si on n'y prend garde, une sorte de trésor figé, qu'une communauté utilisera pour reproduire son ordre et ses valeurs ancestrales, d'où le peu de place qui sera réservé à l'adaptation à l'égard du changement, avec comme conséquence un repli sur soi et l'autosatisfaction culturelle.

Pour ces raisons, les intervenants ont suggéré d'être particulièrement attentif et favorable à une vision dynamique du capital social, à la situation des groupes dominés, à la problématique de l'orientation de la société globale, et aux pratiques sociales innovatrices, si on veut utiliser cette notion de façon efficiente pour la maîtrise du développement.

Le capital social n'est pas neutre, diront certains participants. Il contient certes des vertus mais il peut comporter des pesanteurs et des effets négatifs et pervers, particulièrement dans le cas de sociétés hiérarchisées : situation des cadets, des groupes serviles ou dépendants, des femmes, prééminence d'un clientélisme traditionnel et moderne.

Encadré no. 9 : exemple d'influence négative du capital social sur le développement au Mali

Depuis quelques années, les Centres de Santé Communautaire prolifèrent et leur nombre en progression constante démontre l'intérêt qu'ils revêtent pour les différentes communautés.

Les femmes constituent 51% de la population du Mali. Compte tenu de leur importance dans la santé de la famille, elles devraient pouvoir tirer avantage de cette initiative. Par rapport au rôle elles peuvent jouer dans cette nouvelle dynamique de prise en charge communautaire de la santé, l'analyse des principaux problèmes identifiés par rapport aux aspects genre du capital social fait ressortir un certain nombre d'aspects négatifs.

La composition de l'équipe socio-sanitaire chargée de l'approche communautaire n'est pas mixte. Elle est constituée uniquement d'hommes et prend attache avec les notables des villages. Les délégués des villages qui participent aux rencontres préliminaires et aux prises de décision sont des hommes. A leur retour, le compte rendu des entretiens avec l'équipe socio-sanitaire de cercle est fait sous l'arbre à palabre ou dans le vestibule du Chef où les femmes n'ont pas leur place. Les différentes assemblées générales pour la désignation des membres de l'ASACO sont tenues dans le village retenu pour abriter le CSCOM. Elles se tiennent à des heures et à des distances qui gênent les femmes du fait des tâches ménagères, de la distance, d'horaires non convenables. Le contexte culturel ne permet pas à des hommes venus d'ailleurs de rencontrer les femmes. En présence des hommes, les femmes ne parlent pas ou parlent très peu.

Les procédures de créations de l'ASACO et du CSCOM constituent une contrainte à la participation de la femme. L'approche communautaire peut durer plusieurs mois et nécessite des déplacements au niveau du chef lieu de cercle, de la région ou même à Bamako, pour la recherche de financement, les contacts avec les services de santé et auprès de certains partenaires au développement.

En milieu rural, les ASACO sont nées à partir du regroupement de plusieurs villages qui ont une longue tradition communautaire ayant précédé la création du CSCOM. Ces relations d'interdépendance, établies par les notables des villages, ne peuvent être remises en cause par les femmes.

Le mode d'adhésion dans les aires de santé est collectif ou familial au lieu d'être individuel. Le faible pouvoir économique des femmes et l'insuffisance de leur capacité d'organisation, les procédures familiales et sociétales de réglementation des relations sociales ne leur permettent pas une autonomie réelle de participation. Ceci constitue une discrimination à la participation de la femme aux organes de gestion.

La mise en place des ASACO est considérée comme une affaire d'hommes. Les chefs de famille sont les premiers bénéficiaires de l'information. La décision de mettre en place le système local de santé leur revient de droit. Le déficit en information sur la politique sectorielle affecte aussi le degré d'implication des femmes dans les concertations et les échanges préliminaires comme l'a souligné l'étude de l'INRSP sur le rôle des femmes dans les ASACO.

Ainsi l'ASACO, définie pour être la structure dans laquelle hommes et femmes s'organisent pour prendre en charge la gestion de leurs problèmes de santé, devient plutôt une affaire d'hommes. Quant aux femmes, elles y viennent seulement pour accoucher ou bénéficier de soins.

Mariam Djibrilla Maïga (Contribution écrite)

D'autres difficultés liées à la perception du capital social ont été identifiées. Ces difficultés renvoient à la mesurabilité, au fonctionnement, à la reproductibilité, la part du déterminisme contextuel, le caractère de ressource-réserve non figée, l'historicité, le caractère qualitatif et intangible, la nouveauté même du concept, l'ambition que contient la notion d'établir une causalité entre des facteurs parfois peu conventionnels.

2. PRÉSENTATION DES LEÇONS D'EXPÉRIENCE

L'atelier a consacré sa deuxième session à la présentation de quatre (4) études de cas. Ce sont les études sur :

- i) le conflit du Nord Mali,
- ii) l'approche comparée du développement à Kolondiéba et Douentza,
- iii) la solidarité en milieu *marka*, et
- iv) l'expérience des écoles communautaires en pays *bwa*.

Nous livrons ici la substance des rapports présentés par les différents auteurs. Pour une meilleure lecture des matériaux, des méthodologies et pistes de réflexion, nous renvoyons le lecteur à l'intégralité des documents mentionnés dans la bibliographie. Les principales critiques adressées par les participants à l'atelier font l'objet d'un chapitre spécifique, après la présentation des quatre études de cas.

2.1. LES ÉTUDES DE CAS

2.1.1. Capital social et développement à Kolondiéba et Douentza¹

a) hypothèses de travail et méthodologie

Les auteurs de cette étude ont testé sur deux échantillons de villages, l'un en zone majoritairement *bamanan* à Kolondiéba et l'autre en zone majoritairement *peulh* à Douentza, une méthode d'évaluation quantifiée de la relation entre capital social et développement, ce qui suppose bien sûr une définition stricte et quantifiable de chacun des termes de la relation.

Le capital social, ici, est défini comme l'ensemble des relations sociales qui, inscrites dans l'organisation sociale, permettent l'accomplissement de fins collectives. C'est un bien collectif inhérent à une structure sociale communautaire qui elle-même est définie comme un groupe localisé capable d'auto-organisation.

Le capital social est conceptualisé comme un avoir collectif incrusté dans la structure sociale de la communauté. Il représente la colle qui tient la communauté ensemble, et permet à sa population d'organiser et de réaliser en commun, des objectifs qui ne seraient pas réalisables autrement.

Malgré l'engouement que cela suscite, il existe peu de preuves empiriques d'un lien quelconque entre le capital social et les résultats du développement. Comment judicieusement utiliser le concept et l'incorporer dans les activités et les objectifs de développement des bailleurs de fonds et des intervenants (Grootaert 1998). Le plus grand obstacle à la compréhension de la pertinence du capital social dans le processus de développement serait, de l'avis de certains, le problème de critères. Une première étape critique devra se pencher sur l'identification de critères fiables et viables applicables à différents contextes culturels.

¹ A. ADAMS et R. GLASSCO

L'étude est née de ce souci d'identification de critères et du besoin d'une recherche à plusieurs étapes pour mesurer l'impact positif ou négatif du capital social sur le processus de développement rural.

Conformément à cet esprit, la question a été étudiée dans deux régions aux composantes ethniques différentes au Mali afin d'identifier les critères fiables, viables et culturellement interchangeables. Afin de tester l'hypothèse qu'une association positive existe entre un haut niveau de réussite sociale et le capital, l'étude a pris en compte la configuration du capital social dans chaque région étudiée et évalué son apport dans les résultats de développement. La démarche dépasse le simple test des associations et utilise des techniques qualitatives et quantitatives pour identifier les critères spécifiques du capital social, leur pertinence dans le processus de développement. L'étude s'attache à comprendre le processus de création, d'amélioration et d'utilisation du capital social en vue de promouvoir les activités communautaires de développement.

Mesure du capital

En l'absence d'une variable qui capture suffisamment l'aspect complexe du capital social, une série de critères ont été identifiés par l'étude pour le mesurer. Plus spécifiquement, il y a le nombre ou la quantité des relations sociales qui existent, leur vitalité et le degré d'orientation vers l'action collective et de liens avec le monde extérieur.

- 1- **Quantité** : Ce premier critère fournit une indication de la quantité de relations sociales existantes dans une communauté donnée. Il est évalué en calculant le pourcentage d'individus qui participent dans des groupes formels ou informels ou réseaux. Ce critère prend en compte le nombre d'associations présentes dans une communauté donnée, même si certaines associations n'ont pas d'existence véritable, tandis que d'autres sont actives.
- 2- **Vitalité** : Ce critère prend en compte la qualité, la vitalité et le degré d'intégration à la vie sociale. Il est indiqué par la fréquence des réunions des associations locales.
- 3- **Orientation collective** : Ce troisième critère tient compte de la mesure dans laquelle les relations sociales bénéficient à la collectivité. Il reflète l'hypothèse selon laquelle le capital social est en partie exprimé dans "l'engagement dans une cause" qui permet aux gens de travailler ensemble pour un but commun, même si cela ne maximise pas le gain personnel. La variable employée pour saisir ce critère est basée sur une évaluation du degré auquel chaque association bénéficie aux membres seulement, ou sert les intérêts du public ou d'une collectivité plus étendue.
- 4- **Portée extérieure / relations** : Ce critère renvoie à la portée des relations sociales, leur rapport avec les institutions et réseaux en dehors du village. Sa prise en compte est basée sur l'argument selon lequel les liens sociaux en dehors du groupe primordial sont essentiels pour l'accomplissement d'objectifs de développement à long terme. Deux variables sont employées pour représenter cette dimension : la fréquence des contacts entre l'association concernant les groupes ou les individus en dehors du village, et l'étendue des contacts des ménages avec les acteurs externes au développement (l'État et les ONG).

b) principaux résultats

Origines du capital social

Les différences entre les sites sont soulignées, ainsi que la source du capital social, sa manifestation ou son absence dans les deux environnements écologiques et culturels distincts.

Pour la population *bamanan* de Kolondièba, l'importance de la coopération, la charité et le respect pour les anciens font partie du tissu culturel et sont intériorisés en systèmes de valeurs des membres de la communauté et transmis depuis l'enfance. Les aspects du modernisme qui encouragent l'accomplissement et le profit individuel tels que la migration de la jeunesse et l'attrance de la communauté vers l'économie de marché restent fortes dans les zones rurales *bamanan* et sont inhérentes à la nature et à la configuration de la vie sociale.

Une expression concrète de ces normes est le nombre de groupes dont le but est d'entretenir le village et d'exécuter les travaux publics financés. A Kolondièba, au moins deux groupes de travail en commun ont été trouvés dans chacun des villages enquêtés. Les plus courants sont des groupes de jeunes et des associations de femmes. Les gains des divers travaux publics exécutés par ces groupes sont ensuite utilisés pour les banques de céréales, les réserves financières destinées à financer les initiatives locales de développement, les événements sociaux. L'assistance agricole aux personnes âgées ainsi qu'aux infirmes est aussi fournie.

En ce qui concerne l'efficacité d'une association, et ce que cela entraîne pour ses membres, les *Bamanan* insistent sur le respect des responsables et des règlements, la cohésion sociale et la participation active de tous les membres.

Les *Rimaïbé* de Douentza ressemblent aux *Bamanan* lorsqu'ils considèrent la coopération comme principe fondamental de la vie en communauté. Pour l'agro-pasteur *fulbé* par contre, la "coopération stricto sensus" n'a aucune valeur sociale et ne peut qu'être préjudiciable à l'effort normal consacré à l'entretien de la vie de groupe. La coopération dans le travail commun est rare parmi les *Fulbé*, cependant cela est apparent dans des circonstances où elle fournit un moyen instrumental pour la collectivité. Par exemple, traditionnellement et selon un stricte contrôle, *Fulbé* et *Rimaïbé* coopèrent pour échanger terre de pâturage contre engrais d'animaux. Cependant les problèmes économiques et socio-économiques, écologiques et la dégradation du climat ont causé un changement qui a augmenté la compétition entre les groupes pour des ressources rares, et sapé l'esprit de coopération. Les incursions des *Fulbé* bergers dans les champs des *Rimaïbé* sont de plus en plus fréquentes.

Après les pertes de bétail consécutives aux années de sécheresse de 1973 et 1984, les systèmes instrumentaux d'action collective ont été abandonnés. Avant, le bétail était un bien collectif de ménages entiers, maintenant il est la propriété d'individus.

Une autre source importante du capital social est la cohésion du groupe devant l'adversité commune. L'existence de ce genre de capital social est constatable dans la prolifération de groupes, organisés ou non autour de la chefferie, des classes d'âge, castes et groupes ethniques.

Au Mali, les échanges entre ménages et réseaux sociaux ont évolué en raison du déficit pluviométrique et de ses répercussions sur la sécurité alimentaire. Les ménages assistent ceux qui sont dans le besoin avec l'attente de l'obligation de réciprocité si la situation venait à changer. A l'inverse de l'échange économique, ces assurances informelles ne s'appliquent pas selon des règles strictes de réciprocité. Après plusieurs décennies de sécheresse intermittentes, la permanence de l'insécurité alimentaire et la dépendance de l'assistance extérieure, ont

compromis les systèmes traditionnels d'assistance mutuelle dans la circonscription de Douentza. Les données de l'étude effectuée suggèrent que le niveau de l'assistance entre ménages pendant les grandes périodes de difficultés communes décroît considérablement lorsque la crise est généralisée. L'incidence de la crise alimentaire sur les ménages est considérablement plus basse à Kolondièba qu'à Douentza (36% contre 97%). Cependant, il semble que la disponibilité d'un plus grand stock alimentaire à Kolondièba soit liée au fait que Kolondièba reçoit plus fréquemment de l'aide que Douentza (35% contre 21%). La crise monétaire est moins nette à Kolondièba (60% contre 98%) et l'assistance financière aux victimes des crises y est en conséquence plus élevée (51% contre 17%).

Dans les deux régions, la plupart de l'aide alimentaire et monétaire est fournie par les réseaux de parenté. Cependant, à Kolondièba presque 90% d'assistance rapportée est considérée comme étant un "cadeau", n'impliquant aucune attente immédiate de remboursement. Par contre, à Douentza, seulement 50% de l'aide alimentaire et 65% d'aide monétaire sont donnés, le reste étant accordé comme un emprunt ou nécessitant une certaine forme de remboursement ou d'échange immédiat.

Une dernière forme du capital social se trouve dans la poursuite individuelle du statut, de l'honneur ou de l'approbation au sein de la communauté. L'altruisme s'étend à d'autres dans l'intention de fixer et de sécuriser le statut et l'approbation aux yeux de la communauté. Une fois que ce but est atteint, la communauté peut être amenée à se rallier et à se porter garant de la réputation de l'octroyeur de sécurité financière, en mettant entre autre au banc des accusés ou en imposant des sanctions à ceux qui ne respectent pas les obligations résultant des dettes contractées.

L'importance relative de ces sources du capital social dépend des circonstances et du contexte. Les normes et valeurs sociales mises en jeu sont fonction de la fréquence des pénuries et de l'insécurité. A Kolondièba, les valeurs culturelles encouragent une éthique d'échange et de coopération. A Douentza, les circonstances de l'adversité partagée et l'aversion pour le risque sont peut-être les sources les plus stimulatrices du capital social. Cependant, ces facteurs sont battus en brèche par un individualisme grandissant, conséquence d'une insécurité alimentaire permanente et de la dépendance persistante de l'aide extérieure.

Configuration du capital social

D'importantes différences sont évidentes dans la composition par sexe des membres des associations. A Kolondièba, un plus grand pourcentage de membres des associations locales âgés de 15 ans et plus est constitué par les femmes (74% de femmes contre 65% d'hommes), alors que les hommes constituent la majorité à Douentza (74% d'hommes contre 65% de femmes). Les différences sont aussi apparentes dans l'importance relative de l'instruction considérée comme un facteur pouvant influencer la participation. A Kolondièba, les non alphabétisés (89% de la population) participent autant en qualité de membres dans l'association locale que la minorité alphabétisée. A Douentza par contre, l'instruction semble prédisposer les gens à participer à la vie des associations de village : 80% de la minorité alphabétisée (4% de la population) contre 71% des non alphabétisés.

La configuration de la vie sociale est déterminée par des facteurs influents, allant de la force de la gouvernance locale aux forces exogènes telles que le changement économique, la décentralisation et la dégradation écologique.

Une forte gouvernance motive une communauté à s'organiser et travailler ensemble. Dans les sociétés traditionnelles étudiées ici, le chef de village représente généralement le plus ancien membre de la famille fondatrice. Toutefois, la désignation héréditaire peut être contestée, incident qui devient de plus en plus fréquent au fur et à mesure que le processus démocratique est assimilé par les populations rurales. Le chef répond à son public devant un conseil des sages et est relevé par eux s'il est considéré incapable. Les décisions sont prises collectivement par le chef et ses conseillers suivant l'opinion et le consensus du groupe. Un bon chef doit être influent, et doit être capable de défendre les intérêts du village devant l'État, les ONG et les autres villages. Une autre qualité souvent citée est la capacité à simultanément inspirer l'adoration et la crainte de sorte que les membres de la communauté se sentent obligés de respecter les règles et les obligations de la vie sociale du village. Dans les villages où la gouvernance manque de fermeté, le niveau du capital social est considérablement plus érodé comme l'illustre si bien le cas de Nokara à Douentza.

Le découpage ethnique de la communauté influence énormément la formation et la configuration du capital social. Dans les villages où une ou plusieurs ethnies sont représentées, le capital social est très fort dans des groupes qui se sentent " ethniquement " liés.

Les formes du capital social s'adaptent constamment aux circonstances et besoins du moment. L'un des changements qui semblent avoir le plus marqué la formation du capital social au Mali c'est la transition du pays d'une économie de subsistance à une économie de marché dans laquelle les valeurs de matérialisme, de profit et de compétition sont opérationnelles. Par exemple, les groupes de production agricole dans la région de Kolondiéba ont émergé et coordonnent les transactions avec la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT). Les modes de migration ont aussi changé les désirs de matérialisme croissant des jeunes hommes et leurs besoins de revenus individuels. Bien que la migration saisonnière ait été longtemps pratiquée dans les deux régions, il est à noter que contrairement au passé, le revenu des immigrés est très rarement remis aux chefs du ménage pour aider à payer les impôts et autres besoins locaux. De plus en plus de jeunes utilisent leurs revenus pour l'achat de biens comme les bicyclettes, les transistors, etc. A l'inverse de Douentza, la plupart des villages de Kolondiéba font état d'une diminution récente de la durée de migration qu'ils attribuent à l'élargissement des offres d'opportunités locales, à la difficulté croissante de l'obtention de visa de travail et la précarité des emplois offerts. Wakoro, très connu pour son bas niveau de capital social fait exception. En effet, durant les deux dernières années, l'association de la jeunesse locale a cessé de fonctionner à cause du manque de jeunes dans le village.

Parmi les changements les plus importants au Mali, après la transition démocratique de 1991, figure la politique de décentralisation. Le passé de gestion centralisée impliquait pour les communautés rurales, le paiement d'impôts sans aucune contrepartie bénéfique en retour. Les représentants locaux disposent désormais de plus de pouvoir pour conduire le processus de développement rural. La prolifération des ONG locales dans les zones rurales témoigne de la diversité et de la vitalité renouvelées du capital social. En dépit de ressources très limitées, beaucoup d'ONG maliennes travaillent avec les communautés dans lesdites zones pour aider à construire une capacité locale et démocratique de développement.

La dégradation de l'environnement constitue un dernier facteur qui a eu un impact sévère sur la configuration et la force du capital social. A Douentza, la dégradation de l'environnement a eu

des conséquences sur la sécurité alimentaire et la cohésion sociale. La compétition entre *Fulbé* et *Rimaïbé* se trouve intensifiée à cause de la diminution des terres de pâturage qui empiètent sur les terres cultivables et la disponibilité en eau. Les itinéraires traditionnels des bergers *fulbé* sont contestés et les accusations de destruction de récoltes sont constantes. En raison de ces contraintes, la durée de la transhumance s'est trouvée augmentée, avec pour conséquence l'abandon des villages *fulbé* pendant une bonne partie de l'année.

A. Adams et Glassco proposent une approche comparée des problèmes liés au développement à Kolondiéba et Douentza.

A Douentza, les *Fulbé* ont exprimé leur ressentiment au fait singulier que les projets des ONG sont plus souvent orientés pour satisfaire les besoins des agriculteurs *rimaïbé* : jardinage, écoles communautaires... Il existe dans cette circonscription un ressentiment généralisé contre le "développement", ressentiment dû aux promesses non tenues. Dans les villages étudiés, un total de 15 agents de développement différents ont été identifiés, y compris la Fondation Near East, LACIM, SOS Monde Rural, Save the Children UK. La plupart de ces agents de développement sont spécialisés dans des secteurs particuliers tels que la gestion des ressources naturelles, femmes et micro-crédit, l'agriculture ou la construction de puits. Conséquence, un seul village peut bénéficier de plusieurs projets. Au niveau du village, très peu d'efforts semblent fournis pour la coordination des activités entre les agences, ou pour assurer la continuité de l'assistance fournie.

L'expérience du développement de Douentza illustre une forme de dépendance, vécue comme un droit, par rapport à l'aide alimentaire extérieure au cours des périodes de sécheresse et d'insécurité. On a pu dire également que dans les cas extrêmes, la dépendance de l'aide alimentaire extérieure a servi à saper les systèmes locaux, les stratégies d'aide locales et les systèmes de soutien et qu'elle est aussi partiellement responsable du manque de capital social dans la région de Douentza.

A Kolondiéba par contre, une zone d'intervention multi-sectorielle dans le cadre de la santé de l'éducation, de l'alphabétisation fonctionnelle des adultes, du micro-crédit et du développement agricole a été identifiée par l'ONG Save the Children USA. Certes, l'assistance et la formation continue constituent 57% des activités du projet de développement dans les 10 villages étudiés. Les programmes de coordination entrepris par SCF-USA cherchent à impliquer activement la communauté dans les aspects du processus de développement. Un professeur et une formation en santé primaire sont fournis aux localités qui veulent ouvrir des écoles communautaires (ECOM) où seraient dispensés des cours de santé de base et de soins primaires. SCF assiste aussi les villageois à investir dans la formation de corporations locales de banques. Helvetas, une ONG suisse, s'occupe de la construction des puits et de la gestion du bétail.

Les différences régionales dans les caractéristiques de l'activité de développement sont reflétées dans les données rapportées sur la nature des contacts entre les ménages et les agents de développement de l'état et des ONG. A Kolondiéba, l'interaction avec l'État est plus importante qu'à Douentza (66% contre 59%), une différence plus aiguë existe au niveau de l'interaction avec les ONG, ceci à cause de l'omniprésence de SCF dans les villages de Kolondiéba (81% contre 15%).

2.1.2. Les écoles communautaires en pays bwa²

a) hypothèses de travail et méthodologie :

Ce rapport constitue une contribution à la réflexion sur le développement de l'école au Mali.

Cette étude se veut une illustration, au niveau micro-social, de stratégies endogènes de lutte contre la pauvreté, à travers le processus de développement des écoles communautaires. Le pays bwa est situé dans un environnement particulier qui contraint les communautés villageoises à s'organiser pour avoir accès à certains services tels que l'école et le centre de santé. Cette organisation bénéficie de réseaux et de pratiques de prise en charge et de solidarité traditionnelle. La réussite des écoles est en rapport avec la mobilisation du capital social local, mais a besoin d'appui extérieur. Les problèmes des écoles sont liées à la difficulté de développer et de gérer le capital social disponible. Le développement et la gestion du capital social par rapport à un contexte changeant et de plus en plus difficile, nécessitent des stratégies spécifiques nouvelles et extérieures auxquelles les communautés n'ont pas été préparées. Cette adaptation nécessite de connaître les limites du capital social des communautés afin d'éviter l'essoufflement et la déstructuration.

L'école publique pour chaque communauté villageoise n'est pas pour demain. De nombreux villages, en majorité dans le cercle de Tominian, arrondissement de Mandiakuy, ont créé leurs écoles, appelées écoles communautaires. Cette circonscription abrite la plus grande concentration d'écoles privées construites avec l'appui des Pères Blancs, ou sur l'initiative privée des communautés villageoises. Déjà en 1992, un rapport d'inspection a évalué les efforts des communautés du secteur de développement de Dobwo, comprenant Kio, Kéra, Manina, Konkorokuy et Tioutiou.

La dynamique déployée dans les actions de développement de ces écoles a suscité un grand intérêt mais aussi de nombreuses questions chez les partenaires de l'école. Les autorités de l'éducation nationale reçoivent des requêtes d'assistance et de transformation d'écoles communautaires en écoles publiques. Ces requêtes paraissent préoccupantes, car la prise en charge des écoles par les communautés est un élément central de la politique de décentralisation du Mali. Elle constitue aussi un exemple d'investissement social indispensable dans la lutte contre la pauvreté.

Le concept capital social, tel que perçu par l'auteur et vécu en milieu bwa, a été appliqué ici à tout ce qui, dans les modes de pensée et d'éducation, concerne la communauté traditionnelle. Les communautés bwa du secteur de Dobwo, tout comme les autres, sont héritières d'un passé fait d'acquis de relations sociales et d'organisation autonome de la vie en commun. Elles ont une expérience séculaire de gestion interne des problèmes tels que les conflits et les crises fondées sur la solidarité et la discipline de leurs membres.

² N.U. DEMBELE

b) principaux résultats :

L'environnement de la communauté bwa

Le pays *bwa* est situé à cheval sur le Burkina Faso et le Mali. La population *bwa* ou bobo du Mali répond au vocable " Bobo wulé " alors que la frange située au Burkina Faso comprend les " Bobo fin " à partir de Mahu. L'habitat *bwa* concerné est situé dans les trois bandes parallèles au fleuve Bani.

Les villages concernés sont Dobwo, Manina, Kéra, Kio, Tioutiou et Konkorokuy. Ils relèvent de l'arrondissement de Mandiakuy pour les quatre premiers et de l'arrondissement de Fangasso pour le dernier. Les cultures sèches y sont, dans la plupart des cas, les principaux produits de subsistance. Ceci a pour conséquence la forte migration des jeunes vers des lieux plus propices : les villes, le centre et le sud du pays, la région de Sikasso notamment.

L'environnement physique n'est pas sans effet sur l'organisation sociale et spatiale.

Comme dans la plupart des sociétés traditionnelles, on retrouve chez les *Bwa* le besoin d'appartenance et de cohérence sociales ainsi que la recherche permanente de la continuité. Aussi, la famille en tant qu'institution fondamentale, sert-elle d'espace original, sinon de matrice à l'homme. La prééminence du groupe constitue une référence et un moyen d'interpellation de l'individu. Les *Bwa* qui violent les interdits liés à leur appartenance n'ont d'autre choix que l'exil.

Même si le corps social n'est pas monolithique, l'appartenance sociale est renforcée par un système de contrôle qui constitue la singularité des communautés traditionnelles *bwa*. En effet, de Bwani, dans la plaine du Bani, à Mahu, dans les plaines proches de la Volta, le *Bwa* de type traditionnel, islamisé ou christianisé est viscéralement soudé à son origine : " bwatun", la communauté mère. Il met son honneur à élever ce dernier par dessus tout, ce qui explique son acharnement à vouloir s'insérer le plus intimement possible aux activités de groupements : au sein de la famille, au sein du quartier, du village ou du clan.

Dobwo, Kéra, Manina, Kio et Tioutiou, selon des sources concordantes, se situent dans la zone appelée dadugu : pays de Da. Selon la tradition, ces communautés descendent des *Bamanan* de Ségou dont Da fut l'un des rois. Leurs coutumes et leurs valeurs sociales, particulièrement l'ardeur au travail, sont proches de celles des *Bamanan*. Ils rivalisent autour des valeurs ci-dessous indiquées :

-
- *la soumission au pouvoir central,*
 - *le respect de la hiérarchie,*
 - *la fidélité au groupe,*
 - *le don de soi,*
 - *la solidarité,*
 - *le dur labeur.*
-

Ces valeurs constituent des aspects essentiels du capital social qui a su assurer aux *Bwa* leur autonomie par rapport aux voisins et leur indépendance par rapport aux pouvoirs qui se sont succédés dans la région.

En raison de son caractère entreprenant, le *Bwa* est confronté, sa vie durant, à un défi : ne jamais se laisser dépasser par un pair; ne jamais permettre que sa communauté le soit par une autre. Le sentiment d'appartenance se joint ainsi à un orgueil personnel qui exige de mettre en valeur l'émulation comme un sentiment patriotique. Le terroir, qui devient une sorte d'idole, doit primer. L'individu qui se met en marge de cette concurrence, véritable moteur de l'action sociale, s'exclut lui-même et se fait étiqueter comme une personne égarée, perdue pour les siens. Les défauts dont ce type d'individu est porteur ont une valeur de péché capital. Le manque de sociabilité et de sentiment patriotique qui le caractérise fait dire de lui ce qui suit :

-
- *ne s'intéresse à personne,*
 - *ne pense qu'à lui - même,*
 - *la chose commune n'est pas sur son chemin,*
 - *s'aime lui-même.*
-

L'école est entrée dans les mœurs des *Bwa* à travers cette manière de valoriser l'attachement à la communauté et l'émulation entre ses membres. Elle est devenue un enjeu extraordinaire par le simple fait qu'elle permet aux individus de voler au secours de leurs communautés et d'assurer en même temps leur propre promotion. L'école fut boudée d'abord comme la chose venue, digne des descendants d'esclaves et des gens de conditions modestes : les gens de caste notamment. Reconnue par la suite comme porteuse de biens matériels, l'école est devenue une échelle d'ascension sociale, un enjeu capital à conquérir. Aucune communauté villageoise ne voulait et ne pouvait en être frustrée.

Ainsi, Mandiakuy, admiré pour ses infrastructures, le dispensaire et l'école notamment, ne devait pas être seul à détenir ce monopole. Il fallait l'imiter et le dépasser éventuellement. Les communautés villageoises ne pouvaient plus être freinées dans leur élan de création d'écoles en leur sein. Ceux-là devaient ressembler à ceux de Mandiakuy. Ils devraient les dépasser, si véritablement ils étaient des enfants dignes. Ils devaient démontrer leur capacité en contribuant au paiement des impôts, à la constitution de troupeaux de bœufs et au développement du village. L'école est ainsi entrée dans la vie des communautés *bwa* qui l'ont conquise comme un bien commun et privé à la fois. Tioutiou est parmi les premières communautés villageoises qui ont tenté pendant les années 1950 de créer leurs propres écoles, les fameuses écoles clandestines, pour garantir le recrutement de leurs enfants à l'école de leur village et éviter les souffrances imposées par l'école lointaine. Leur détermination n'a pas empêché l'administration scolaire ainsi que les aléas liés à la spontanéité de court-circuiter leur expérience.

Fondement de l'école communautaire en pays bwa

Le législateur de l'école malienne est parti du constat d'un fond social porteur de développement. En effet, dans un appel aux parents d'élèves, le Directeur National de l'Enseignement Fondamental a demandé aux parents de s'organiser pour se répartir les charges qu'implique la scolarisation de leurs enfants chez eux. Ces charges se limitaient, à l'époque, au salaire des enseignants et aux charges récurrentes. Les communautés maliennes déjà organisées et désireuses d'ouvrir leurs écoles n'avaient plus qu'à mobiliser l'effort collectif.

Les membres des communautés sans écoles ont pris la responsabilité de créer leurs écoles et d'en supporter les frais. Les communautés concernées : Dobwo, Kéra, Kio, Konkorokuy, Manina et Tioutiou, organisées en secteur de développement, ont suivi le processus habituel. Cette décision

impliquait, implicitement, que les communautés concernées renonçaient à l'intervention de l'État et ne comptaient que sur leurs propres forces.

Se passer de l'école publique dans l'immédiat pouvait être compris en 1988 comme un acte de bravoure par certains observateurs et une folie par d'autres. Les interlocuteurs conscients des implications sociales et économiques de la création et du fonctionnement d'une école entièrement à la charge de ses promoteurs, ont insinué qu'il s'agissait d'un aspect de la démesure qui caractérise le *Bwa*. En effet, certaines communautés, notamment celles qui sont sur les rails, Badingo dans le cercle de Kita par exemple, ont écarté toute idée de prendre en charge les frais de création d'une école. " L'État est là, nous n'allons pas nous substituer à lui ", a indiqué un interlocuteur de cette localité .

Les communautés concernées se sont référées à certains facteurs dont les principaux ont été résumés ainsi que suit :

-
- *une atmosphère d'entente au sein de la communauté,*
 - *la volonté commune de créer une école,*
 - *la décision de respecter les règles établies d'un commun accord,*
 - *la soumission de toute la communauté aux décisions des responsables*
 - *l'acceptation d'investir dans le futur en partageant les charges communes de l'école entre tous les membres de la commune.*
-

Le législateur scolaire a pris en compte ces caractéristiques qui sont les mêmes pour les communautés promotrices d'écoles communautaires.

L'école de Dobwo est la plus ancienne des écoles du secteur. Elle a été créée avec l'appui des frères du Sacré Coeur qui en ont suscité et facilité l'implantation. Ces religieux offrent des places très limitées à certains élèves admis au second cycle. Les responsables communautaires ont été sensibilisés. La réalisation de ce projet n'a pas laissé indifférentes les autres communautés distantes les unes des autres de moins de dix kilomètres. Manina, Kéra, Kio et Tioutiou ont décidé et mis en œuvre leurs propres projets de création d'écoles.

La création d'une école communautaire en pays *bwa*, tout en étant un élément de concertation, constitue une recherche de stratégie spécifique de changement faisant appel à une vision singulière. Il s'agit d'une démarche qui rompt avec le système gérontocratique. Le processus n'est plus généré uniquement par le sommet social : les patriarches, les maîtres de cultes traditionnels et modernes, les chefs de lignées. Il obéit aux principes qui privilégient la sensibilisation, le leadership ainsi que le charisme des responsables de type nouveau. La mobilisation des membres de la communauté et leur adhésion constituent des facteurs importants sur lesquels les ententes durables se concluent.

Les responsables d'aujourd'hui sont constitués de leaders d'opinion : des jeunes lettres ou alphabétisés, des religieux et des agents de développement : ceux de la CMDT, de Vision Mondiale, les enseignants. Il ont contribué à sensibiliser et à préparer la prise de décision. Les rapports interpersonnels et la rumeur demeurent des canaux privilégiés d'information. La fiabilité de l'information est vérifiée chez les voisins et auprès des autorités administratives. Elle est aussi fonction du porteur du message selon qu'il est habituellement sérieux ou non.

La dynamique interne des communautés

Les personnes interrogées considèrent la dynamique sociale comme une réalité tangible. Elle se manifeste à travers différents éléments perceptibles dans les communautés concernées et dans d'autres villages voisins ayant créé leurs écoles communautaires. Il s'agit du leadership des responsables communautaires et de certains comportements sociaux susceptibles de créer la confiance au sein d'une communauté donnée et au delà de ses frontières.

Il est difficile d'apprécier de manière formelle la dimension du pouvoir des leaders charismatiques. Le flair, la naissance, la rigueur, l'impartialité, la modestie et le désintéressement, constituent des repères pour juger la capacité des responsables traditionnels et modernes. L'ouverture sur le changement a constitué un élément déterminant dans la mobilisation des efforts communautaires en faveur de l'école.

De l'aperçu qui précède, il ressort des caractéristiques qui ont servi de fondement au processus de création des écoles communautaires dans le communauté bwa.

-
- *un héritage millénaire servant de ciment social ancré que les communautés concernées entendent conserver intact. Chaque communauté défend son autonomie face aux autres ;*
 - *les individus se reconnaissent comme partie d'un tissu auquel leur appartenance, leurs actions et leur fidélité confèrent cohésion force et autonomie, ce qui les imposent comme partenaire et rival digne de respect ;*
 - *La discipline est un élément fondamental qui renforce la cohésion sociale. Les familles et leurs membres se plient aux exigences et aux règles conçues pour assurer la bonne marche de l'ensemble du tissu social.*
-

La solidarité constitue le lien entre les actions concertées qui mobilisent la force vive des communautés au profit de la collectivité et des individus. Les communautés bwa sont capables de se mesurer à un ensemble de tâches que seul la pouvoir économique peut aider à résoudre dans les communautés urbaines. La dimension économique du capital social doit, dans ce cas, être prise en compte dans l'analyse.

L'école communautaire : un investissement socio-économique

L'adhésion à l'école dans le secteur concerné, tout comme dans le reste du pays bwa, s'est faite sur la base du principe " voir pour croire ». Les anciens élèves qui payaient les impôts de leurs familles ou aidaient leurs villages à clarifier leur situation au niveau de l'Administration, étaient considérés comme des dignes fils. Les autres, même si on en parlait pas, savaient qu'ils devaient à leur tour relever le défi : faire quelque chose pour leur famille et aider à faire quelque chose pour le village. Selon que l'individu réussit et contribue au bien-être social, il peut avoir de la considération.

Les ressources communautaires comprennent :

-
- *le terrain de construction, propriété collective ou individuelle. Au cas où l'espace est une propriété individuelle, c'est le principe de l'usufruit qui s'applique, à savoir le droit de propriété de la communauté.*
 - *La décision d'affectation de l'espace à l'école est entérinée par l'Administration.*
-

-
- *L'ensemble des travaux collectifs du ressort des bras valides de la communauté. La collecte, l'assemblage des matériaux locaux : sable, pierre, gravillon, eau etc. Les sociétés et les classes d'âge sont les acteurs de ces travaux.*
 - *Les cotisations des chefs de lignées. Il s'agit d'une contribution en nature ou en espèces fixée pour faire face aux dépenses incompressibles dans le cadre de la mise en œuvre du projet.*
 - *L'hébergement des personnes accueillies dans le cadre du projet. Les hôtes sont nourris par les responsables communautaires qui pourvoient aux besoins en céréale, riz, volaille et caprins éventuellement.*
 - *Les responsables communautaires assurent les frais de transport et d'hébergement des émissaires auprès des autorités administratives.*
-

L'apport des individus est fortement minimisé par la contribution des communautés. Ainsi, la cotisation annuelle d'un élève dans les écoles communautaires concernés, 250 F CFA par mois et une mesure de mil par an, est dix fois moins élevée que celle dont s'acquittent les élèves des écoles publiques et privées là où la communauté n'intervient pas de manière décisive dans la création de l'école et la prise en charge des dépenses communes. Les parents d'élèves payent une cotisation mensuelle et une contribution céréalière annuelle.

L'évaluation qualitative des écoles communautaires du secteur de Dobwo indique que les communautés ont développé des structures de qualité physique égale sinon supérieure à celle des écoles publiques du cercle de Tominian. Les écoles concernées, à l'exception d'une seule, sont en dur et bien entretenues. Le mobilier est bien conservé comparativement à celui des écoles voisines. De même, l'entente et la cohésion contribuent à l'augmentation du capital économique. Il s'agit de critères indispensables à l'investissement de fonds venus d'ailleurs, de l'Etat ou de l'extérieur. Les villages où l'entente ne règne pas ont eu des difficultés à convaincre des partenaires financiers à soutenir leurs projets de création d'écoles communautaires.

Les résultats scolaires des écoles communautaires du secteur de Dobwo ont été décrits en 1994 comme suit : le taux de réussite des élèves est de loin supérieur à celui des écoles classiques. De plus en pays bwa, les filles sont plus nombreuses que les garçons. En 1993-1994, certaines écoles sont parvenues à admettre 100% des enfants scolarisables en première année. On peut, dans ces conditions, soutenir le fait que le capital social permet, dans une large mesure, de diminuer les effets de la pauvreté si on se réfère au taux d'accès à l'école, à la contribution par les communautés.

Cependant, l'investissement social semble avoir subi une certaine «érosion», si on ne considère que les chiffres recueillis dans les annuaires. Les écoles communautaires ont été confrontées en effet à d'importantes difficultés.

2.1.3. Le développement endogène Touba³

a) hypothèses de travail et méthodologie :

Le choix des communautés marka comme objet de la présente étude procède du postulat relatif à l'interdépendance entre la notion de capital social et l'esprit communautaire.

³ N.U. DEMBELE

Touba est le chef-lieu d'un arrondissement de 27 villages et le centre de la commune rurale du même nom qui regroupe 30 villages dans le cadre de la décentralisation. Il est situé à 12 km de Banamba et 150 km de Koulikoro. Dialado est situé au sud de Touba, et Bougouba au sud-ouest dans la même cuvette dont les eaux sont drainées par une excavation, probablement le lit fossile d'une ancienne rivière. De petits barrages ont été construits pour recueillir les eaux de ruissellement à Dialado et à Touba. Ces ouvrages, dont le plus important est situé à Touba, favorisent la riziculture et le maraîchage dans les bas fonds et permettent à la nappe phréatique de se renouveler.

Les *Marka*, habitant le secteur de Touba, cercle de Banamba, impressionnent Maliens et non Maliens par leur succès économique. Ils ont créé un mythe impressionnant basé sur la solidarité, la solidité des relations parentales et le sens des affaires. Cette capacité sociale et économique qui fait du *marka* un pourvoyeur au bonheur de ses parents restés au village se trouve au centre des interrogations de cette étude.

On suppose que l'expérience *marka* peut inspirer de nombreuses communautés nationales dont les principales structures de partage et de solidarité ont été rendues précaires ou ont disparu. Elle pourrait aider les responsables de la décentralisation qui recherchent des modèles dynamiques de gestion communautaire compatibles avec les exigences des structures administratives du Mali.

L'auteur, à partir de ces différentes considérations, a retenu comme cadre de définition les éléments suivants :

- toutes les formes de la micro culture *marka* repérables dans l'environnement du secteur de Touba,
- les formes d'organisation sociale et économique anciennes et nouvelles,
- les éléments afférents à la praxis éducative de la localité,
- les stratégies de survie anciennes et nouvelles,
- les connaissances techniques et scientifiques héritées ou empruntées.

Ces éléments, qui ne sont ni exhaustifs ni limitatifs, mais simplement indicatifs, montrent la complexité, l'importance et l'abondance du capital social et la difficulté de délimiter avec précision ses contours. Ils révèlent aussi et surtout sa spécificité.

Une approche éclectique utilisant diverses techniques de recherche qualitative, quantitative et participative a été adoptée pour comprendre le contexte socioculturel et économique concerné. La démarche suivie a comporté les étapes ci-dessous indiquées.

Touba, Dialalo et Bougouba ont été ciblés comme sites car les ressortissants de ces localités sont parmi les opérateurs économiques les plus stables au Mali. Des réalisations socio-économiques tangibles prouvent l'attachement de ces ressortissants à leur terroir

b) principaux résultats :

Les communautés de Touba et environs ont résisté et adopté de manière stratégique les changements extérieurs en se référant à leur vécu socioculturel et économique. Le fondement de leurs actions peut être repéré dans les aspects suivants :

- l'éducation et la formation des hommes constituent une préoccupation essentielle,
- les interrelations d'individus et d'associations constituent des instruments de création de biens et service à la portée de l'ensemble des membres des communautés concernées,
- la gestion des actions solidaires s'effectue sur la base de la confiance mutuelle,

- les procédures et stratégies relatives au règlement des conflits s'effectuent dans un cadre convivial avec ou sans intervention extérieure,
- la formation de la personnalité *marka* peut être considérée comme une préoccupation importante ayant renforcé le sentiment d'appartenance, la cohérence et la continuité sociales. Ceci apparaît comme la source du succès de l'éducation *marka* qui continue d'assurer l'insertion de la plupart des enfants dans les structures socio-économiques.

Certains concepts clés intervenant dans la création et le maintien de la dynamique sociale des communautés concernées par ces différents processus méritent d'être soulignés :

- l'investissement socio-économique, culturel, politique et technique endogène qui facilite la vie et l'organisation des activités,
- la capacité des personnes élevées dans cet environnement contraignant d'utiliser au mieux l'éducation et la formation communautaires,
- l'esprit communautaire cultivé dès la tendre enfance qui capte l'homme et le lie de manière indéfectible à son milieu natal.

Organisation de la solidarité

Solidarité familiale et parentale

Le *Marka*, descendant de Wagadou, est solidement attaché à sa tradition symbolisée par la *markaya* : être *marka*. Il s'en sert pour créer des opportunités qui lui permettent d'accéder aux avantages de la société moderne. Ce processus d'utilisation, de création et de gestion du potentiel endogène entre dans le cadre du capital social. Celui-ci recouvre tous les domaines sociaux, y compris les interrelations entre les membres d'une communauté donnée et tous les rapports qui lient les membres de toutes les communautés voisines. Le *Marka* éduque et forme ses enfants à partir de ses valeurs morales propres, nonobstant les obstacles qui s'interposent. Le comportement social prévisible résultant de cette éducation relève de la résilience. Il permet d'accommoder toute situation adverse, d'oeuvrer continuellement pour la changer sans "décrocher". La solidarité et l'entraide, *hinè* constitue une réalité sociale dynamique. Elle tire son essence de l'ensemble des valeurs socio-économiques et culturelles *marka*. L'amour du terroir est fondé sur la capacité et la volonté de partage.

L'entente au sein de la famille crée de multiples occasions de services entre les proches. C'est ainsi que les enfants apportent au chef de famille les moyens de subsistance. Ils contribuent aux dépenses de prestige, notamment celles du mariage. Ils contribuent à l'équipement agricole et à l'amélioration de l'habitat. L'enquête de l'Institut d'Economie Rurale sur la barrage de Touba a souligné l'importance de ce type d'échanges entre les familles dans le cadre du matériel agricole.

Mouvement associatif

Il ressort des réponses aux questions que le *Marka* du secteur étudié est un homme d'associations. Il adhère aux associations de type religieux, aux associations de commerçants et d'éleveurs.

L'association religieuse constitue le type d'organisation auquel le *Marka* adhère spontanément. Il existe trois types de sensibilité islamique dans la localité : la Quadria, la Wahabiya ou Sunna, la Tidianiya qui est subdivisée en Hamaliya et Omarisme.

Les édifices religieux et les communautés d'accueil reflètent cette appartenance que confirment 50% des personnes interrogées qui ont affirmé leur appartenance à une association religieuse.

Le pôle d'appartenance qui mobilise les énergies des *Marka* de la localité est constitué par le Mouvement des Jeunes pour le Développement de Touba (MJDT). Cette association, instrument de développement de la localité constitue le bailleur de fonds des communautés. Elle est à l'origine des investissements socio-économiques communautaires importants de la localité. La plupart des *Marka* du secteur, jeunes et adultes, se déclarent adhérents de la MJDT. En réalité, l'association constitue le lieu de démonstration des valeurs sociales partagées : l'entente, l'honnêteté, la franchise, la fidélité et la solidarité. Presque toutes les personnes interrogées ont participé aux travaux collectifs dans le cadre des structures communautaires telles que les mosquées, l'école, le dispensaire et la route. Les membres des communautés possédant des outils tels que les camions bennes et les charrettes ont déclaré avoir mis ces outils à la disposition de la communauté. Les investissements réalisés au compte des communautés paraissent invraisemblables pour l'observateur peu familier avec l'esprit *marka* et le système d'émulation qui encourage l'investissement personnel au profit des siens et de la communauté. En effet, les ouvrages que constituent les 50 kms de route, le complexe de Touba qui comprend le grand barrage, les installations des pompes solaires constituent un investissement socio-économique très important que l'Etat malien n'aurait pas entrepris dans l'immédiat sans un apport initial important.

Structures communautaires

Sommairement certaines réalisations collectives ont été évaluées, dont le complexe de la colline de Touba en 1989 à 1.6 milliards F, CFA. L'importance de l'apport communautaire, qui est de 93%, montre l'engagement des habitants appuyés par leurs parents expatriés. L'effort des partenaires financiers constitue un complément.

Les réalisations sociales telles que écoles, dispensaires, maternités et mosquées sont nombreuses et la contribution des communautés importante. Elle est faite sous diverses formes, qui vont de la contribution gratuite en main d'œuvre à la fourniture de nourriture, d'eau et de matériaux de construction sur les chantiers.

L'école franco-arabe et l'école fondamentale, le dispensaire, la maternité et la pharmacie du village à Touba, la médresa de Dialado et l'école fondamentale de Bougouba sont toutes des réalisations communautaires effectuées par les habitants avec la contribution financière des émigrés.

La poste, les locaux et la résidence du chef d'arrondissement sont aussi propriété de la communauté de Touba. Tout comme les mosquées, ces différents édifices et structures ont été réalisés avec le concours des ressortissants résidant à Bamako et à l'étranger.

La route dénommée kilomètre 28, qui relie Touba à la route qui mène à Banamba, la bretelle Banamba -Touba (12 km) et le tronçon Kérwané-Touba (10 km) constituent une oeuvre gigantesque à la mesure de l'audace, de la témérité et de l'entente des populations riveraines mobilisées par le MJDT.

Il est important d'attirer l'attention sur les pistes agricoles construites et entretenues annuellement dans les zones de développement de l'OHVN et de la CMDT. Le coût de réalisation actualisé de ces ouvrages et les coûts récurrents donnent une idée de la dynamique sociale et économique du

secteur de Touba et environs : une organisation solide cimentée par le sens de la responsabilité et fondée sur une bonne éducation.

On peut ainsi constater la liaison intime du capital social avec le capital économique. Le premier sert de fondement au second et le consolide.

Selon l'auteur, et en guise de conclusion, on doit admettre que les différents facteurs évoqués ont conduit les communautés concernées à un niveau économique où seulement 25% des personnes interrogées peuvent être considérées comme étant au dessous du seuil de pauvreté tel que défini au Mali, alors qu'au niveau national 76% de la population rurale vit au dessous de ce seuil.

2.1.4. Capital social, société civile et conflit du Nord-Mali⁴

a) hypothèses de travail et méthodologie :

En juin 1990, une rébellion éclate dans le septentrion malien. Motivée par la revendication d'un État fédéral et d'un développement équitablement partagé, cette rébellion a plongé le pays, cinq années durant, dans un engrenage de violences qui menaçait de déboucher inexorablement sur une véritable guerre civile. La rébellion avait ses théoriciens, comme Aguiera Ag Chérif et Youssouss Ag Ayouba, propagateurs de l'idée d'une identité et d'une patrie touareg.

Après une courte accalmie en 1992-1993, le conflit armé, relativement limité au départ, dégénéra en embrasement général. Dès lors elle n'épargna plus les populations civiles sédentaires et nomades, blanches comme noires. Ce fut le temps de l'auto-armement des populations, de la formation des brigades d'autodéfense, des cycles d'attaques et de représailles. La région s'installa dans une atmosphère de haine et d'animosité raciales. La guerre provoqua une fracture grave, brisant de façon apparemment irrémédiable la coexistence pacifique et l'harmonie séculaires entre les communautés.

Contre toute attente, un renversement de situation s'est produit à partir de 1994. Grâce à un recours judicieux à son capital social, et plus particulièrement à la capacité de négociation et au sens du compromis des différentes composantes de sa société civile, le Mali réussit à résoudre la crise, éviter la désagrégation de son État, ramener la paix et mettre en route un processus de réconciliation sociale.

Le but assigné à cette étude était de jeter un éclairage sur la nature et la dynamique du capital social dans cette région, de décrire les modalités spécifiques de son utilisation, spécialement à travers l'implication de la société civile, unanimement reconnue comme décisive, d'en dégager des leçons, et d'indiquer les possibilités de valorisation pour le développement et la consolidation de la paix.

Le schéma théorique de l'étude commence par distinguer la société civile du capital social, pour ensuite adopter trois grilles d'analyse du capital social à savoir : la dimension normative et cognitive ; la dimension organisationnelle et structurelle ; et enfin la dimension opérationnelle c'est à dire les outils et mécanismes employés pour faire la jonction entre les premiers, et surtout pour conduire les négociations et les pratiques de gestion de conflit et de recherche de la paix.

Grâce à une analyse fine des éléments du capital social, l'étude a procédé à une application simplifiée de la méthode d'analyse des facteurs d'influence *force fields analysis* pour

⁴ M. D. MAIGA/O.TRAORE/M.AG HAIRY

appréhender la dynamique du capital social qui a été soumis à deux types d'influence contradictoires : positive et négative.

b) principaux résultats :

le capital social en action

L'action des facteurs négatifs a eu pour conséquence momentanée une sous-utilisation, voire une mise en retrait de l'utilisation des normes, valeurs positives ainsi que des acquis organisationnels de la vie intercommunautaire, conduisant les communautés touareg, arabe, *peulh* et songhoi à se replier sur elles mêmes. D'où l'apparition dans une première phase, d'attitudes d'enfermement, de sectarisme et d'extrémisme, ce qui a entraîné une réduction du capital social. Or l'équilibre social, économique et politique de tout le Nord Mali réside dans le double maintien des particularismes et des ouvertures vis-à-vis de l'autre, indispensables complémentarités qui permettent de développer des stratégies d'adaptation et de survie de l'ensemble des populations du Nord. On pourrait donc dire que cette situation correspond à la combinaison entre d'une part une dimension intra-communautaire spécifique à chaque groupe ethnique, et d'autre part une dimension intercommunautaire. Cette dernière, en se dilatant, fonctionne comme une passerelle, assure la cohésion et garantit la régulation et un contrôle plus large au niveau de l'ensemble de la société. Dans la première phase de la crise, c'est ce " capital social passerelle " qui avait commencé à s'éroder et à ne plus être fonctionnel, alors que dans la deuxième phase, les efforts de la société civile porteront justement sur sa mobilisation, son renforcement et même son développement.

Quant aux facteurs d'influence positive sur le capital social, les investigations ont révélé que le rejet de la violence est une démarche de régulation sociale et un facteur de résolution du conflit. Cette approche procède par un rappel persistant en faveur des valeurs intégratrices de cohésion sociale. Les populations civiles, sédentaires comme nomades, étaient insuffisamment préparées à subir la persistance et la multiplication des attaques et des représailles. Les revendications interminables des combattants des deux bords (MFUA ET MPMGK), leur versatilité, leurs attitudes et comportements frisant le mépris envers les valeurs de leurs propres communautés, contribuent à créer un phénomène de ras-le-bol. Par ailleurs la cessation de toutes les activités économiques, la difficulté des échanges entre les villages sédentaires et les campements nomades, la non satisfaction des besoins primaires comme circuler librement, manger à sa faim, se coucher au clair de lune etc., contribueront au sursaut de la société civile. Chaque partie a pris conscience du rôle vital que joue l'autre dans la préservation de sa propre existence, dans un environnement naturel particulièrement aride, difficile et incertain.

Aussi peut-on soutenir que les populations ont non seulement une perception claire de leur capital social, mais qu'elles sont également conscientes des incidences du conflit sur ce patrimoine. Ces incidences concernent la performance et le bon fonctionnement de l'économie locale, ainsi que les coûts sociaux, car l'affaiblissement des complémentarités allait entraîner une dislocation sociale, redoutée des différentes communautés et dont personne ne pouvait connaître la limite de l'impact. Dans les perceptions et pratiques locales, le capital social contribue donc à la qualité non seulement des transactions sociales, mais à celle également des échanges économiques locaux. La mobilisation du capital social a été la solution au moindre coût pour la résolution du conflit, comparée à une situation de reconstitution totale du tissu socio-économique du Nord-Mali, si la crise avait connu un développement plus dramatique. Il est également à noter que,

grâce à la confiance mutuelle retrouvée, les risques et les effets de la perturbation des équilibres économiques et sociaux ont été atténués. On peut désormais envisager plus sereinement de stabiliser et d'enregistrer des bénéfices économiques et sociaux des différentes activités individuelles, communautaires et intercommunautaires.

On a également noté comme facteur positif, la mobilisation des femmes et la pression permanente qu'elles ont exercé sur les protagonistes. Ceci a été particulièrement remarquable dans un milieu où les femmes ne prennent pas la parole en public. Toutefois, lorsque les circonstances le nécessitent, leur parole devient sacrée.

Enfin, le poids des valeurs et normes de solidarité comme *ladabou* respect, *tégoyo* l'oeuvre vis-à-vis des pairs et des générations futures, *borotaraye* sociabilité, la crédibilité des leaders communautaires et le lancement des rencontres intercommunautaires ont contribué à la redynamisation du processus de mobilisation du capital social passerelle.

Outre les rencontres intercommunautaires, l'étude a noté, en termes d'adaptabilité et de créativité, que la société civile a su mettre en œuvre d'autres outils et mécanismes innovateurs de mobilisation voire de création même du capital social. Cette créativité, qui renforce les mécanismes et outils traditionnels, a contribué à élargir la participation des groupes marginalisés dans le débat public. Il ressort en outre que la multiplication des réunions de type nouveau en cercles concentriques, la création de nouveaux messages adaptés aux circonstances ont eu un impact positif sur la participation.

La mobilisation de la société civile

La société civile du Nord-Mali n'est pas homogène. Elle comprend des éléments et groupes de classes dirigeantes traditionnelles parfois évincés ou exclus par l'État moderne comme les chefs coutumiers, notables, marabouts et aussi d'autres acteurs ne relevant pas de ces clivages anciens. L'éclosion de la société civile sous de nouvelles formes et dans le cadre de nouveaux enjeux date du déclenchement du processus de démocratisation. Après avoir émergé dans un contexte de transition démocratique, elle a évolué rapidement dans sa composition et ses formes d'organisation. La société civile est encore fragile et sa marge d'autonomie vis à vis de l'État et des pouvoirs traditionnels demeure limitée. Pendant la crise, et face à la menace qui planait sur l'existence même des communautés sédentaires et nomades, elle a adopté une position concertée et unitaire. Son initiative, couronnée de succès, a ouvert en même temps des perspectives intéressantes quant aux possibilités de développement de l'interface entre la société civile, l'État et la classe politique.

Il y a eu diverses concertations : Conférence Nationale, conférence spéciale sur le Nord, rencontres régionales de Ségou, Mopti, et négociations de Tamanrasset I et II, d'Alger etc. Les cadres nationaux ainsi que les notables sédentaires et nomades ont œuvré de manière à influencer les protagonistes dans le sens d'une modération des positions respectives. Au niveau local, les femmes se sont investies pour rétablir le dialogue entre les communautés, amener les uns et les autres à se pardonner et à se réconcilier. Les chefs de village et de fractions, les autorités religieuses sont intervenues pour palier le déficit de communication et réduire la fracture sociale.

L'efficacité de la société civile s'explique par les atouts qu'elles possède et les facteurs favorables dont elle a bénéficié dans le contexte du Mali, à savoir :

-
- *sa crédibilité : dans sa composante essentielle, la société civile a fait montre de maturité, d'impartialité et de désintéressement,*
-

-
- *sa stratégie multiforme lui permettant d'agir à tous les niveaux : État, mouvements rebelles, populations civiles à la base,*
 - *son enracinement dans les communautés et sa profonde connaissance des codes de référence et valeurs communes des populations nomades et sédentaires,*
 - *sa maîtrise des mécanismes informels de résolution des conflits,*
 - *sa capacité à innover : ainsi, elle a inventé les rencontres intercommunautaires, cadre nouveau de mobilisation sociale massive, d'échanges, de concertation, de réflexion et de négociation, structure de gestion démocratique délibérative à la base, de démocratisation et de libération sociale,*
 - *les efforts de l'État et des rebelles pour contrôler les dérapages et apaiser le conflit,*
 - *l'existence d'un capital social à potentiel élevé dont le répertoire subtil, varié et inépuisable a permis l'utilisation et la combinaison d'éléments pertinents pour intervenir efficacement au niveau de toutes les catégories d'acteurs,*
 - *la volonté politique de l'État, sa disponibilité à accompagner et renforcer, parfois, à susciter les initiatives de la société civile, sa capacité d'adaptation aux modalités pratiques venues d'en bas.*
-

Le soutien de l'État aux acteurs et mécanismes locaux :

L'État malien a joué un rôle de manager intelligent et efficace, dans un contexte marqué par de multiples pressions intérieures et extérieures. Il a su articuler tous les types d'intervention pour arriver au but commun recherché : la paix et la réconciliation sociale. Pour ce faire il a bénéficié de :

-
- *la neutralité de la classe politique. Toutes tendances confondues, elle se caractérise par un nationalisme chatouilleux et une conscience aiguë de l'impossibilité de gérer le pays convenablement avec une épine comme la rébellion dans les pieds. Aussi, à part quelques tentatives locales de récupération ou de manipulation, les partis et formations politiques se sont abstenus d'exploiter la crise. Ils ont approuvé et soutenu l'action du gouvernement tout au long du processus ;*
 - *la non ingérence des pays voisins et leur appui au processus de paix ;*
 - *le soutien des partenaires aux efforts de développement et de recherche de la paix : réalisation de points d'eau et d'activités économiques vitales, prise en charge des rencontres intercommunautaires, leur encadrement technique, financement des opérations de retour des réfugiés, mise en place du fonds FAR pour assurer la réinsertion des combattants. C'est grâce à cet engagement qui n'a pas fait défaut, même aux pires moments, que les communautés ont pu subsister, que les rencontres intercommunautaires ont été possibles et que les belligérants ont été désarmés.*
-

Le capital social disponible a été utilisé et dans une certaine mesure renforcé et valorisé par la situation de crise sociale. L'acquis reste fragile, car le capital social opère dans une situation de transition où les systèmes de production sont en mutation, les relations intra et intercommunautaires en évolution, les structures en décomposition progressive sous la pression de la modernité, annonçant une inversion axiologique, un chamboulement futur des normes et codes de référence. Ce capital pour ainsi dire transitionnel est donc soumis à la question fondamentale de tout processus de transition : qui l'emportera entre les éléments novateurs et anciens d'une part et les éléments négatifs de l'autre ?

Néanmoins, il est déjà possible de dégager et souligner quelques éléments constitutifs de la particularité malienne. L'élément prédominant est sans conteste l'intercession permanente et finalement décisive des leaders de la société civile. Le succès de celle-ci a été rendu possible par la confiance et l'adhésion des populations qui s'est traduite par leur participation massive aux rencontres intercommunautaires. Ces forums populaires ont été demandés par les communautés, organisés et dirigés par leurs représentants authentiques : chefs coutumiers, notables, autorités religieuses, femmes, jeunes, personnes âgées, personnes ressources, et dans certains cas, gens de castes et anciens esclaves. Tous ont aidé à en définir les contenus et pris les décisions en toute responsabilité. L'Administration, les partis politiques, les partenaires au développement, les mouvements armés nomades et sédentaires n'y assistaient qu'en tant qu'observateurs.

Les rencontres intercommunautaires ont pris une ampleur insoupçonnée et se sont organisées à tous les niveaux : échelon local, niveau régional et plan inter-régional. Il s'agit donc d'un véritable processus de consultation et de prise de décision à base élargie reflétant les points de vue et les intérêts des différentes composantes sociales.

Le rôle de l'État s'est avéré important. Sa présence lorsque ce fut le cas aux rencontres intercommunautaires a contribué à rassurer les populations sur la viabilité des décisions et mesures arrêtées. Elle a donné un caractère solennel, officiel aux rencontres, et sa caution représentait une certaine garantie de l'application des résultats.

La démarche participative adoptée par l'État qui implique toutes les composantes de la nation, et sa volonté d'en faire une priorité nationale constituent également un trait caractéristique de l'expérience malienne.

Le cas malien comporte un élément important : la capacité d'écoute et la patience des autorités. Les différents forums organisés par l'État aux niveaux national régional et local, les missions de sensibilisation officielles ont donné l'occasion à toutes les parties, à toutes les composantes sociales d'exprimer leurs préoccupations, parfois, de se défouler et au gouvernement de faire son autocritique.

Il faut retenir enfin l'aspect communicationnel au niveau national. L'opinion nationale a été largement, et de façon permanente, informée par les médias publics et privés de tous les aspects et péripéties de la crise. Au niveau des communautés locales, les systèmes d'information traditionnels ont été actionnés et ont fait montre d'une extraordinaire vitalité. Malgré les difficultés rencontrées dans la gestion de l'information, sa circulation a été d'un apport inestimable dans la canalisation de l'opinion vers l'objectif de paix et la prise spontanée par la société civile d'initiatives pour la réinstaurer.

Le contexte de démocratisation qui a favorisé l'élargissement et l'autonomisation de l'espace civil a constitué une condition critique.

Tableau no. 1 : Récapitulatif des éléments du Capital Social ayant été déterminants dans la résolution du Conflit du Nord - Mali

Aspects Cognitifs et socioculturels	Outils et Mécanismes particuliers utilisés	Aspects Structurels et organisationnels
<ul style="list-style-type: none"> - fierté commune vis à vis de l'histoire du pays - nationalisme - tradition unitaire - esprit de dialogue et de recherche de consensus - nouvelles normes démocratiques importées et élargissement de l'espace civil - existence d'un pacte social local et d'un code de conduite traditionnel - foi religieuse et force des préceptes coraniques - existence de dispositions pratiques de prévention et de gestion des conflits et de prise en compte d'intérêts différents - emprunts réciproques linguistiques - reconnaissance de sa propre identité dans le respect de l'autre - relations de cousinage et de plaisanterie - adhésion des populations et confiance au leadership traditionnel et à un système de valeurs partagées - présence d'un système de confiance réciproque - poids des motivations immatérielles et des exigences communautaires - existence du devoir d'intervention pour solutionner les conflits - conservatisme entraînant le rejet du modèle de transformations sociales "révolutionnaire », proposé par les jeunes combattants - connaissance par la société de règles et pratiques séculaires de gestion communautaire et intercommunautaire 	<ul style="list-style-type: none"> - pratiques de solidarité intercommunautaires et communautaires - accroissement et filtrage de la communication - gestion des rumeurs - refus d'emblée de revendication séparatistes en misant sur le système de valeurs partagées - exercices de modérations des positions des protagonistes - création poétique et chansonnement de circonstance - organisation de rencontres intercommunautaires - multiplication de contacts informels - organisation de réunion en cercles concentriques - intervention de la société civile aux niveaux national - mouvements rebelles, population à la base - soutien de l'Etat aux initiatives de la société civile - création des CTA - dépolitisation du conflit et de la crise - soutien concomitant à certaines activités de développement en cours - mise en œuvre de la méthode inversée d'encadrement et de communication - utilisation de l'autorité de l'étranger et du voisin médiateurs - usage de l'humour et du défolement autorisé - acceptation et promotion de l'autocritique - sacrifices rituels, offrandes, consultations des oracles, prières collectives visite spéciale de l'Imam de la Mecque - utilisation des bergers et des piroguiers (catégories très mobiles) dans la campagne d'information - communication - échanges de cassettes et de lettres entre communautés et espaces géographiques - participation financière et matérielle des populations aux rencontres intercommunautaires - mise en action des systèmes traditionnels de communication 	<ul style="list-style-type: none"> - Interdépendance économique étroite entre les communautés - Cohabitation, interaction et imbrication des formes d'organisations multiples à vocation complémentaires - Structuration sociale, flexible, ad hoc favorisant l'intégration - Mobilité géographique favorisant la mobilité sociale, favorisant à son tour communication et l'intégration réciproque - multitudes d'organisations auxquelles participent les individus - pratiques communautaires de gestion des ressources naturelles de base - société très hiérarchisée avec cependant des normes égalitaires dans les limites des groupes d'âge et avec des groupes de pressions et de contres pouvoirs (cousinage, homme de caste, griots etc..) - existence d'un leadership traditionnel très influent et d'une société civile locale traditionnelle crédible - existence de systèmes traditionnels de communication - mise en œuvre du principe réciproque des "logeurs » - mobilité des populations et fluidité de l'espace de production - existence de zones de concentration et de points de rencontres, favorisant l'interaction sociale (points d'eau; pâturages, terres salées ; marchés etc..) - existence d'associations multicommunautaires et multi-ethniques - existence d'institutions ou de structures contribuant à consolider la complémentarité des ethnies et des groupes sociaux (mariages, exodes, mouvements saisonniers, troc, prêts de reconstitution du cheptel, marchés, etc.) - existence de mécanismes de prise de décision locale - existence de réseaux communicationnels et

	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à profit des liens de mariage inter ethniques - Accès informel mais néanmoins primordial et influence de catégories sociales marginalisées (femmes, jeunes, castes et captifs) - actions de solidarité et d'alerte précoce pour la sécurité réciproque - actions humanitaires pour les victimes de tous bords - mobilisation spéciale des femmes - confection de messages forts puisés dans le langage du terroir, culturellement et pédagogiquement recevables - efforts pour ramener le règlement du conflit à une échelle locale plus proche des réalités et des possibilités d'entente intra et inter communautaire - moins de militaires pour plus de civils dans les négociations avec les mouvements rebelles - autorisation et sollicitation de groupes marginalisés à participer au débat communautaire - déverrouillage circonstanciel des cloisons sociales entre différentes catégories (nobles et captifs, hommes et femmes, vieux et jeunes) - organisation de l'alerte et de la protection réciproque en faveur des membres des différentes communautés se trouvant en situation de minorité. 	<p>organisationnels modernes mis en place par les ONG pour le développement de la région.</p>
--	---	---

2.1.5. Commentaires critiques

a) spécifiques aux études de cas :

Au cours de la discussion qui a suivi la présentation des études, les participants ont soit demandé des éclaircissements, soit apporté des commentaires et points de vue. Le thème assigné à la discussion était l'identification des éléments du capital social.

En ce qui concerne l'étude sur les écoles communautaires en pays *bwa*, les questions et les commentaires des participants ont porté sur la présentation trop idyllique de cette communauté, l'insuffisance de l'analyse du contexte économique par rapport aux difficultés rencontrées par les acteurs et le besoin de recourir à d'autres facteurs explicatifs de façon à ne pas imputer la contre-performance des écoles à un essoufflement du capital social.

Le débat sur les éléments constitutifs du capital social a mis l'accent sur deux problèmes que de nombreux intervenants ont fait apparaître :

tout d'abord les valeurs et organisation sociale d'un groupe fournissent-elles des principes de redistribution assurant l'équité ou à l'inverse reproduisent-elles l'inégalité ? Cette question a maintes fois été posée par et à propos des femmes. Mais elle a aussi été posée à propos de divers groupes dominés, dépendants ou " cadets sociaux ".

en second lieu, le capital social d'un groupe permet-il de communiquer avec d'autres et de faire pression ou négocier avec un groupement plus large, ou englobant, de telle sorte que ce capital, dans ce cas qualifié de passerelle, lui permette d'accéder à des ressources supplémentaires et de les importer pour augmenter les siennes ?

Une enquête d'évaluation menée en 1992 révèle d'importantes difficultés de fonctionnement au sein des écoles communautaires. La mobilisation des efforts communautaires, particulièrement l'apport des parents d'élèves, la disponibilité des jeunes pour accomplir les travaux d'intérêt commun et la réticence des agents de l'État d'épauler les comités de gestion ont été citées parmi les principales difficultés. C'est bien, comme le précise l'auteur, l'abondant capital social qui semble tarir, faute d'être entretenu ou soutenu.

En fait, l'étude sur les écoles communautaires en pays *bwa* apporte des informations qui ne vérifient pas vraiment ce diagnostic, sinon pour une école, celle de Kéra, qui ferme en suspendant pour un an le recrutement. Ailleurs, les effectifs augmentent, mais cette augmentation est due à l'accroissement de la scolarisation des filles. L'étude ne dit pas pourquoi les filles sont plus nombreuses (environ 60%) que les garçons dans la public scolarisé. Le facteur radical d'échec semble être en fait la faible rémunération des enseignants, très inférieure à celle des enseignants fonctionnaires. L'étude conclut donc à l'épuisement de ce capital social mobilisateur et reconnaît les limites des communautés. Elle s'interroge en outre sur le moyen de renforcer ou de supporter ce capital social défaillant en appelant à une injection de ressources extérieures aux communautés: soit par l'État qui doit prendre leur relais en reprenant à sa charge les écoles, soit dans le champ de l'action économique, en particulier au bénéfice des jeunes producteurs aspirés par l'exode rural. C'est comme si la croissance économique devait alors, quand le capital social s'épuise, tenter de lui donner des buts ou des incitations, lui fournir l'aliment, l'étincelle, l'énergie !

Ce que l'étude n'aide pas à clarifier, c'est pourquoi ce même capital social, défini comme ensemble de valeurs ou de ressources culturelles et organisationnelles spécifiquement *bwa*, qui dans un premier temps explique l'initiative de la création des écoles, dans un deuxième temps

explique aussi l'épuisement ou le tassement : **"les responsables n'arrivent plus à obtenir l'obéissance, la discipline, la spontanéité, l'adhésion et les résultats de départ.** » Peut-être s'agit-il tout simplement de l'augmentation de la charge économique, du fait que **"les charges paraissent excessives au fur et à mesure que le développement des écoles s'opère** » ? Mais cette explication ne tient pas logiquement, puisque l'augmentation des élèves donc des cotisations des parents doit permettre l'élévation proportionnelle de la rémunération des enseignants, qui est analysée comme le facteur de blocage principal. C'est donc bien la nature du capital social qui est invoquée pour expliquer à la fois le succès de l'initiative et l'échec de son entretien.

La seconde étude sur le développement endogène à Touba passe sous silence l'aspect extériorisé de l'activité marka, alors qu'il faudrait y insister : ce sont des dépositaires de cette tradition marchande et apostolique qui fait d'eux des commerçants à longue distance et des propagateurs de la foi musulmane, tradition très ancienne en Afrique de l'ouest, responsable de l'assimilation du commerce et de l'Islam sous le terme de *dioula*, mais on pourrait aussi parler des *Kooroko*, des *Jokaramè Diawambe*, des *Koroboro songhoï*. Tous ces groupes, on le sait, ont une éthique socio-économique ancrée, que l'on peut résumer rapidement par la double prescription de l'accumulation économique à l'extérieur de la communauté et la redistribution interne. Mais si les relations sociales, ethniques et lignagères sont très fortement associées à l'activité, voire à l'entreprise commerçante, en particulier par l'assimilation de la famille élargie au réseau commercial, il y a aussi dans ces groupes professionnels ethnoformes, pour parler comme les ethnologues, des procédures inspirées d'un net individualisme, en particulier dans l'éducation, puisque la personnalité marchande des enfants, leurs bosse des affaires est testée, observée et selon le cas, intégrée ou non à l'activité et au patrimoine. C'est de cet individualisme que relève aussi ces goûts du risque personnel, esprit d'aventure ou esprit migrateur, dont parle l'auteur.

Rien d'étonnant donc à ce que la région de Touba bénéficie d'investissements si impressionnants nourris par l'activité extérieure : des routes, des forages, des centres de santé, des complexes scolaires coraniques ou des medersas, des réseaux d'eau, d'électricité, de téléphone, etc. **"Touba concentre plus de services et de facilités d'accès à certaines commodités que la plupart des chefs lieux d'arrondissement et même de cercle** ». L'originalité des marka, par rapport aux autres communautés qui piétinent ou échouent, est moins dans l'attachement au terroir et à la communauté d'origine, que dans cette activité marchande, susceptible de mobiliser un important capital économique, et génératrice d'une volonté modernisatrice nourrie des multiples contacts extérieurs des commerçants marka et de leur fréquentation de l'étranger. Là, le capital social, entendu comme personnalité culturelle et comme patrimoine historique, joue à plein. Mais l'inconvénient de cette forte initiative est peut-être qu'elle encourage les tendances au désengagement de l'État des investissements collectifs, qu'il considère ici comme pris en charge par ailleurs ?

Malgré cette forte affirmation du cadre lignager de l'activité locale, on trouve à Touba un étagement très complet et très complexe d'institutions collectives, reflet de ce sens de l'organisation qu'implique l'activité commerçante : famille, comprise réseau, conseil de village, classe d'âge, Mouvement des Jeunes pour le Développement de Touba, comités d'eau, comités de mosquée, institutions communautaires que l'on distinguera des ONG et de l'État.

Car le problème posé ici semble plutôt être celui du succès que de l'échec : comment susciter la participation des ONG et de l'État lorsque l'on montre les signes si évidents d'une réussite qui ne doit rien à personne et ne semble devoir faire appel à rien d'autre qu'à ses propres ressources ? La question posée me semble être celle du partage des responsabilités entre l'initiative privée et la puissance publique. Il est certain que dans une situation de rareté des ressources publiques et

de choix draconiens de leur affectation, l'État tire prétexte du dynamisme local pour déplacer son engagement vers les situations apparemment prioritaires.

On peut tirer de ces deux études la conclusion suivante : définir exclusivement le capital social comme un trésor, que détiendraient les communautés socioculturelles en propre et en vertu de leur patrimoine sous toutes ses formes, de leur respect de la tradition ou de leur repli sur les normes internes ne suffit pas pour trois raisons :

- la première est que cette vision ne permet pas de comprendre les limites et les défaillances, ou les inadaptations au changement de ce capital social. Si le capital social est constitué par des valeurs, comment comprendre son érosion si ces valeurs ne sont pas transformées ou abandonnées ? Et où trouver les ressources alternatives au capital social qui s'érode ?
- La seconde est que le capital social communautaire est aujourd'hui nécessairement articulé avec d'autres niveaux de capital social dans la société nationale.
- Enfin cette vision "substantialiste" de l'ethnie et de l'identité se heurte à une conception interactionniste et oppositionnelle, aujourd'hui plus partagée et certainement plus explicative dans le cas de la formation sociale malienne où le repli sur des segments ethniques fermés sur eux-mêmes est contredit par l'ancienneté des brassages, des interactions, des déplacements, bref du dynamisme des relations inter-ethniques.

L'étude sur le Nord-Mali introduit une dimension nouvelle, celle de capital social-passerelle. Au sujet de cette distinction entre capital social et capital interne et passerelle, on peut s'interroger aussi sur le niveau de regroupement pertinent qui marque la limite. Cette question est liée à une autre, plus générale : à quel niveau de groupement repérer l'expression des objectifs de développement et l'appropriation de ses résultats ?

Tous les groupes se composant de sous-niveaux et s'insérant dans des niveaux de groupements plus larges, cette difficulté apparaît toujours.

Dans le cas de l'étude sur le conflit du Nord-Mali, on peut dire :

- soit que chacun des groupes du Nord (songhay, tamasheq, arabes, bellah, jeunes, femmes) est un acteur autonome et distinct qui poursuit des buts spécifiques,
- soit que c'est la société composite du Nord qui s'exprime au travers de certaines de ses composantes, composantes qui chacune réalise en temps normal et depuis toujours une part complémentaire d'une division du travail complexe (agriculture, élevage), exigée par un milieu naturel difficile, avec des conflits pour l'appropriation de l'espace, des instances traditionnelles d'arbitrage et de règlement des conflits. Ainsi, on peut considérer qu'au début du conflit, des jeunes expriment, au nom de l'ensemble de la société composite du Nord, une demande de développement et que celle-ci est satisfaite par le pacte signé avec le gouvernement. Entre temps, les multiples et anciennes procédures de gestion des conflits internes se sont transformées en autant de facteurs de scission, avant de ré-assumer leur rôle de régulation interne lorsque la division atteint un niveau de menace insurmontable de la complémentarité socio-écologique. On peut donc considérer que sous l'évidence des divisions ou des conflits internes, l'unité sociale pertinente est formée par le rassemblement des composantes en conflit.

Cependant certains des aspects du capital social du Nord-Mali peuvent générer des effets pervers et entraver le développement. Par exemple, l'allégeance au groupe et à l'ethnie, l'attitude de subordination, de soumission à l'égard de l'autorité traditionnelle ne sont pas de nature à

favoriser l'autonomie et la libération sociale. Il serait erroné de surestimer l'importance de cet aspect négatif. En effet, si la société traditionnelle est hiérarchisée dans les relations d'un groupe à l'autre, elle est par contre égalitaire dans les limites d'un groupe d'âge. De plus, ses mécanismes de fonctionnement comportent des correctifs et des contre-pouvoirs : cousinage à plaisanterie, rôle des hommes de caste, etc. Une société fondée sur la dépendance et le paternalisme n'est pas forcément dépourvue de créativité et même de productivité. Il ne serait pas réaliste de minimiser leur efficacité et leur permanence. Trois quarts de siècles de colonisation et trois décennies d'implantation de l'État moderne n'ont fait tout au plus que pervertir ou affaiblir le fonctionnement et le contenu de ces mécanismes, sans réussir à les liquider.

A propos de l'étude sur le développement comparé à Douentza et Kolondièba, les critiques sur la définition du capital social se résument au fait que la définition est réductrice et tautologique. Certains intervenants ont manifesté leur désaccord avec la définition du développement qu'elle propose. Alayne Adams et R.A Glassco montrent bien la complexité et la multidimensionnalité de cette notion, ainsi que la variété des acteurs qui y concourent, dont des acteurs extérieurs ou étrangers comme les ONG. Mais ils choisissent une définition opératoire qui consiste à retenir la satisfaction qu'il apporte à la communauté, mais en mesurant cette satisfaction par l'interprétation qu'en donnent des acteurs extérieurs.

On est donc loin de la maîtrise par un groupe de sa propre croissance au moyen de son capital social. Cette mesure du bon développement, celui qui réussit, repose sur un maillon très faible, puisque c'est un acteur extérieur ou pour le moins mal défini qui apprécie le but et maîtrise la croissance. Or il semble que tout cela recouvre une certaine complicité entre les communautés et les ONG, les premières se conformant à la vision idéale communautariste que les secondes s'en sont faite : aussi les *Rimaïbé* sont-ils favorisés aux dépens des éleveurs. Est-ce par conséquent une forte intégration communautaire qui bénéficierait aux projets de développement ou l'inverse, dans la mesure où l'attente des ONG d'une forte intégration communautaire provoquerait le conformisme à l'égard de cette attente ? **"Le sens de la causalité entre capital social et développement est bien problématique** », comme le reconnaissent les auteurs. Il reste à évaluer la responsabilité de l'échec d'un projet de développement en faisant la part de la communauté et de l'ONG. La mesure de corrélation n'a pas paru totalement convaincante pour certains participants: la moitié des villages de Kolondièba montre que le développement peut échouer avec de très bons scores de liens internes et externes, qui constitue le critère d'articulation du capital social et du développement, et donc du succès de celui-ci. Mais dans tous les cas, ce qui semble être le critère distinctif du développement par rapport à la croissance économique, c'est-à-dire la maîtrise de celle-ci, n'est pas clairement établi, puisque ce sont les ONG qui apprécient et maîtrisent!

Finalement, les aspects du capital social qui favorisent le développement, ne sont-ils pas tout simplement ceux qui correspondent aux attentes des ONG, ou à l'image idéale qu'elles se font d'une communauté ? Et ceux qui le freinent ne sont-ils pas ceux qui gênent leur action : exclusion, inégalités de participation, dévalorisation de certains sociétaires ?

C'est donc bien la stratification sociale qui gênerait le développement, si on définit celui-ci comme le font les ONG et les systèmes de valeurs des sociétés africaines elles-mêmes, comme le seul avantage du collectif, considéré comme un tout homogène! Cette idéologie communautariste, que les sociétés africaines proposent d'elles-mêmes, et que les ONG ont adopté par conformisme ou démagogie, ne correspond pas à la réalité des sociétés africaines qui sont dans leur organisation, et dans leurs normes, fondamentalement hiérarchiques.

b) d'ordre général :

R. Vuarin a proposé de définir le capital social comme tout ce qui permet à un groupe humain d'améliorer son sort, à commencer par sa capacité à déterminer en quoi et comment son sort peut être meilleur. Dans ce cas il est donc orienté à la fois vers l'accès de ce groupe aux ressources, ainsi que vers l'expression de ses propres normes, de sa conception de son propre avenir, préalable à son investissement dans l'activité économique. Une intervention extérieure doit alors soutenir l'ensemble de ce processus mais ne pas interférer dans la détermination des normes ou des objectifs.

La définition du capital social utilisée par le document du Projet Zone Lacustre est très proche de celle proposée par R. Vuarin puisqu'il est assimilé à "l'investissement social de chaque communauté pour rendre viables et durables les conditions de sa production et de sa reproduction".

Les réflexions et les discussions font apparaître trois risques dans ce travail de délimitation ou de définition, risques qui peuvent avoir des conséquences négatives dans l'opérationnalisation.

Le premier risque serait que la prise en compte du capital social soit trop étroite, qu'elle écarte trop d'éléments pertinents. Dans ce cas, le soutien sera tronqué et insuffisant ou mal dirigé parce que des ressources mobilisables seront laissées de côté, ce qui diminuera la durabilité et l'appropriation du développement.

Le deuxième risque est représenté par une approche de définition trop large, prenant en compte des éléments étrangers ou accessoires, une sorte de concept fourre-tout. Dans ce cas, l'opérationnalisation pourrait s'avérer difficile car elle cherchera à intervenir dans des domaines trop nombreux, voire hétéroclites.

Le troisième risque semble venir de la tentation d'aborder le capital social exclusivement au niveau d'un consensus culturel entre les agents de développement extérieurs et le groupe lui-même. Sous l'apparence, ou la pseudo-évidence d'un accord implicite ou intuitif sur les normes sociales que peut produire la complicité culturelle, les agents extérieurs pourraient formuler, en toute bonne foi, des buts ou objectifs à la place des communautés, à partir de leurs seuls objectifs professionnels.

Quel est le niveau de regroupement pertinent qui marque la limite entre capital interne et capital passerelle ? A quel niveau de regroupement peut-on repérer l'expression des objectifs de développement et l'appropriation de ses résultats ?

Dans le cas de l'étude sur le nord Mali, on peut dire que chacun des groupes du Nord est un acteur autonome et distinct qui poursuit des buts spécifiques. C'est la société composite du Nord qui s'exprime au travers de certaines de ses composantes. Chacune réalise en temps normal et depuis toujours une part complémentaire d'une division du travail complexe, exigée par un milieu naturel difficile, avec les inévitables conflits pour l'appropriation de l'espace. Dès lors apparaissent des instances traditionnelles d'arbitrage et de règlement de ces conflits. Ainsi, on peut considérer qu'au début du conflit, des jeunes expriment au nom de l'ensemble de la société composite du Nord, une demande de développement. Celle-ci est satisfaite à la fin du conflit par le pacte signé avec le gouvernement, qui accorde une totale autonomie de gestion des ressources et procure des moyens extérieurs à la société composite. Entre-temps, les multiples et anciennes procédures de gestion des conflits internes se sont transformées en autant de facteurs de scission, avant de réassumer leur rôle de régulation interne lorsque la division menace la complémentarité

socio-économique. On peut donc considérer que sous l'évidence des divisions ou des conflits internes, l'unité sociale pertinente est formée par le rassemblement des composantes en conflit.

Ces remarques amènent au repérage de trois axes de méthodologie pour l'opérationnalisation, à même de guider le travail de l'encadreur du développement. Ils sont formulés ici sous forme de questions :

- le capital social est-il structuré de telle sorte que toutes les catégories accèdent au développement ?
- si ce n'est pas le cas, quelles sont les expressions, les revendications visant à améliorer le sort des groupes minoritaires, dominés, dépendants ?
- dans tous les cas, comment faut-il améliorer l'intégration afin d'augmenter les ressources disponibles ?

Ces questionnements font ressortir trois grands axes que le travail sur le capital social implique.

La réflexion ne porte pas sur un concept mais sur une notion, donc ne devrait être pris en compte que des attributs et des problèmes que l'on peut résoudre. Le capital social est partie intégrante d'une culture et d'une société; il sert à la survie et à la cohésion. Il peut être endogène et exogène, associé aux normes d'équité, de justice et à la confiance. Il devrait être identifié sous les formes spécifiques à chaque culture.

En conséquence, l'approche d'opérationnalisation doit être placée dans un contexte de démocratisation, même si la démocratie représentative n'est pas la panacée. Il faudrait travailler d'avantage pour distinguer les niveaux d'opérationnalisation et améliorer la prise en compte des problèmes urbains.

Pour ce faire, il faudra aller plus loin dans l'identification des composantes et mécanismes de mobilisation et privilégier l'accès aux ressources par rapport à leur redistribution.

2.2 L'EXPÉRIENCE DES PROJETS PNUD

La troisième session des journées de réflexion a été consacrée à la présentation des contributions écrites de six programmes du PNUD en cours au Mali.

Cette session visait à capturer la richesse de l'interaction entre capital social et expériences de développement sur le terrain. Elle préfigurait de ce fait le débat et la problématique de l'opérationnalisation du capital social.

La revue des projets PNUD a porté sur les programmes de développement animés par cette institution depuis plusieurs années. Un questionnaire, soumis au préalable par le PNUD, a servi de cadre aux auteurs des rapports présentés sur ces expériences de terrain. Cette ré-interprétation, à la lumière des éléments mis en exergue par le questionnaire, vise à faire apparaître les " impacts positifs et négatifs que certains éléments du capital social auraient sur le développement en général et le projet en particulier ".

2.2.1. Programme d'Aménagement et de Gestion des Terroirs Villageois dans le Séno Gondo

Dans le cadre de ses interventions dans le Séno Gondo, cercle de Bankass, le PAGTV-SG a mis un accent particulier sur certains éléments du capital social que sont :

- les codes de conduite et d'honneur,
- les formes et manifestations diverses de la vie associative,
- les chaînes de solidarité et d'entraide,
- les structures sociales et groupements économiques,
- les formes et mécanismes de gestion des ressources collectives
- les mécanismes de prévention et de résolution des conflits.

Ces formes d'existence du capital social varient selon les ethnies rencontrées dans la zone d'intervention du PAGTV : Peulh, Dogon, Dafin.

Contexte socio-économique

Dans les villages du programme, on distingue trois couches sociales :

En premier lieu, on distingue les hommes âgés, qui jouissent d'un grand respect. Ils constituent le conseil de village, instance suprême de décision. Chez les Dogons, les personnes âgées sont dispensées de travail physique, mais leur quitus est nécessaire pour la réussite d'une activité donnée. Cette couche sociale constitue le gage de l'engagement moral que le village prend vis à vis d'un partenaire extérieur.

En deuxième lieu, il y a la jeunesse, qui représente la couche sociale la plus active du village. Toutefois, pour prendre certaines décisions vitales, la jeunesse doit se référer aux personnes âgées.

En troisième lieu, nous trouvons les femmes, qui vivent traditionnellement en vase clos dans la société dogon. Elles n'ont pas accès à l'espace *Toguna*, lieu privilégié d'échange et de prise de décision. Elles ne communiquent avec les hommes que dans leurs familles respectives.

Les contraintes liées aux codes de conduite sont le reflet, ici, d'une société fortement hiérarchisée, inégalitaire. Le passage progressif de cette forme d'organisation sociale à une autre plus égalitaire et harmonieuse, demande de la part du projet une connaissance approfondie du milieu d'intervention.

Formes et manifestations de la vie associative

Dans le Séno Gondo, suivant le niveau d'évolution de chaque groupement humain, la vie associative se manifeste sous diverses formes. Les plus courantes sont les associations traditionnelles à caractère culturel, religieux et économique. Dans une même société, les adhérents à ces associations varient selon la catégorie sociale, la classe âge et le sexe... A coté de ces structures traditionnelles, nous assistons à l'émergence de quelques associations de type moderne : *tons* et Associations Villageoises communément appelés AV. Ces dernières ont été créées sous l'impulsion des services techniques de l'État, des projets de développement, afin de favoriser la mise en œuvre et la pérennisation des actions initiées au niveau des villages.

Les associations traditionnelles de résolution de conflits et de protection de l'environnement sont les plus vieilles associations du milieu dogon. Elles regroupent les hommes et femmes ayant une certaine personnalité. Ce sont des personnes inaccessibles aux pressions sociales et qui, en raison de leur fonction, disposent d'une liberté d'expression sans retenue. On les appelle les " vilains de la société " d'où le terme *Alamodjou* ou *Anran modjou* en dogon.

Cette association se chargeait de la protection des arbres fruitiers des villages. Tout contrevenant devait payer une amende symbolique en nature, le plus souvent des céréales, ou quelques rares fois une somme symbolique. Le plus important n'était pas le montant de l'amende mais la sentence morale qui s'exerce sur la personne jugée. Les *Alamodjou* étaient en outre sollicités dans les médiations au sein d'une famille, d'un village ou entre deux communautés au cas où les efforts des autorités familiales ou villageoises s'avéraient vaines. Dans l'exercice de leur fonction, les *alamodjou* bénéficiaient du soutien de toutes les couches sociales, ce qui leur conférait une notoriété remarquable.

Avec la colonisation et l'avènement de l'État malien, la fonction de protection de l'environnement a été confiée aux agents du département des eaux et forêts. Cette structure, malgré tous les moyens qu'elle a mis en œuvre, n'a pas atteint les résultats obtenus par les *alamodjou*. C'est pourquoi dans le projet d'éco-développement participatif, en collaboration avec SOS Sahel, le PAGTV a entrepris de redynamiser ces anciennes structures.

Les noms des associations varient d'une zone à l'autre mais les fonctions restent les mêmes. Aujourd'hui, le problème qui se pose est de savoir comment ces structures pourraient agir de façon légale alors qu'elles n'ont pas une reconnaissance juridique. Pour le moment, organisées en structures villageoises et supra-villageoises, les *Alamodjou* et *Ogokana* agissent en collaboration avec un seul agent des eaux et forêts, reconnu comme unique interlocuteur. Chaque association, dans sa zone de compétence, pour des questions techniques ou pour des dégâts majeurs, se réfère à cet agent. Pour leur assurer une autonomie totale en matière de prise de décision et clarifier les relations avec les agents de l'État, des études juridiques sont menées en vue de définir un statut légal qui ménage services techniques et associations.

Les services techniques de l'État, dans leur mission de développement rural, ont souvent suscité la création d'un nombre non négligeable de structures et groupements économiques. Ces groupements ne résultaient pas de la volonté de la population d'assurer son propre développement mais plutôt d'une ligne de conduite dictée par l'État. Avec les changements de régimes politiques, la plupart d'entre eux ont disparu pour se restructurer sous une autre forme.

Dans le cadre de l'appui au renforcement des capacités économiques, le PAGTV collabore avec plusieurs groupements économiques. Il s'agit de groupements existant depuis longtemps, mais qui n'arrivaient pas à atteindre les objectifs assignés du fait que l'État, qui a suscité leur création, ne les a pas dotés d'outils suffisants pour leur développement.

Encadré no. 10 : interface capital social traditionnel et moderne

Il existe deux contraintes relatives au fonctionnement des *Ogokana*. En premier lieu, la participation des femmes reste faible. D'après les hommes, traditionnellement les femmes ne participaient pas. Mais à la demande du projet, elles ont été acceptées dans les *Ogokana*. Toutefois, aucun signe ne permet d'affirmer que les femmes disposent d'un pouvoir de décision dans les quelques rares *Ogokana* qui les ont admises en leur sein.

Par ailleurs, le fait d'admettre que la création des banques céréalières, l'achat des trousseaux de santé primaires et le surcreusement des mares devant être financés sur les fonds des comités *Ogokana*, pourrait les amener à accorder plus d'importance à la répression qu'à l'éducation pour avoir plus d'argent. Et vouloir coûte que coûte réaliser des infrastructures visibles pour le village avec l'argent des amendes peut conduire les comités *Ogokana* à des abus semblables à ceux commis dans le temps par certains agents des Eaux et Forêts.

Edmond Dembélé (contribution écrite)

Activités et stratégies du programme

Toutes les discussions autour des contraintes et des solutions pour le futur sont menées avec la participation de la jeunesse. Grâce à son ouverture au monde extérieur, la jeunesse a une aptitude plus élevée pour appréhender les problèmes complexes auxquelles sont confrontées les communautés. L'approche actuelle du PAGTV-SG vise à responsabiliser de plus en plus cette couche sociale, pour élargir les centres de décision de façon progressive, sans pour autant provoquer de brusques revirements de situation négative.

Des formations intensives dans plusieurs domaines sont orientées vers les jeunes afin d'accroître leur capacité institutionnelle et technique à la maîtrise de nouveaux concepts de l'évolution sociale.

Conscient de l'importance du capital social féminin dans le développement, le PAGTV a jugé nécessaire de revaloriser le travail des femmes en diversifiant les activités génératrices de revenu visant à terme la satisfaction de leurs intérêts stratégiques. Pour ce faire, au cours des assemblées générales, les problèmes des femmes sont diagnostiqués séparément afin qu'elles puissent s'exprimer sans aucune pression. Ensuite, pour une cohérence de la programmation villageoise, leurs préoccupations sont intégrées à ceux des hommes et tout ceci dans le respect du code culturel de chaque milieu. Il en est résulté que désormais dans certains villages, les femmes s'expriment librement au cours des assemblées et participent à la gestion des infrastructures socio-économiques.

Les actions de développement entreprises doivent être accompagnées de gros efforts de formation en gestion et d'appui institutionnel, car un changement de mentalité ne s'opère pas complètement en trois ou quatre ans.

Dans le cadre du PAGTV-SG, au cours des diagnostics participatifs, on analyse les forces et faiblesses d'une association pour identifier la nature de l'appui qu'elle nécessite pour sa redynamisation. Ainsi dans les villages d'intervention, les associations de jeunes ont été érigées en associations villageoises (AV) avec une reconnaissance légale. Les activités en cours ont bénéficié d'appui à travers la mise en place de caisses villageoises, de magasins de stock céréalier ou de fonds de roulement. Ces activités sont toujours accompagnées de programmes d'alphabétisation fonctionnelle ou de formation en gestion en vue de leur pérennisation.

2.2.2. Appui aux Collectivités Décentralisées pour un Développement Participatif¹

Le contexte

La mission du programme national de développement participatif à la base est de permettre un développement rural autogéré et auto-soutenu au niveau des villages pour améliorer les conditions de production, de commercialisation et de vie des populations tout en protégeant l'environnement.

Cette finalité se traduit dans la promotion prioritaire d'activités renforçant la sécurité alimentaire, la lutte contre la sécheresse et la désertification, la couverture des besoins de base de la population - santé, eau, nutrition, éducation - le développement d'activités productives saines et auto-soutenues.

Les objectifs immédiats du programme visent à assurer efficacement :

-
- *l'accroissement des connaissances de base et techniques des populations des villages impliqués dans le processus de structuration / investissements et l'alphabétisation des jeunes (10 / 16 ans) de ces villages là où il n'y a pas d'école ;*
 - *la mobilisation des ressources d'épargne locale et / ou externes pour la réalisation des micro-projets d'infrastructures productives et sociales résultant des initiatives de base se traduisant par une amélioration du bien-être des populations concernées.*
-

Les bénéficiaires des micro-investissements sont les habitants de tous les villages où les contributions locales sont prélevées et retournées aux villages pour leur financement (contribution locale). En principe, il s'agit potentiellement des 11.500 villages que compte le pays. De fait, l'investissement ne pourra atteindre un seuil significatif que dans les villages comptant au moins 600 habitants, au nombre de 5 000. Les vrais bénéficiaires de ce volet du programme se comptent donc au nombre de plus de 3 millions d'habitants. Dans la pratique, il y a et il continuera d'exister une considérable différence entre les réalisations bénéficiant de l'assistance externe et celles qui n'en bénéficient pas.

Bénéficiaires des actions de structuration villageoise

Les bénéficiaires des actions de structuration sont les villages où de telles actions ont pu être entreprises par des institutions nationales soutenues par des financements multilatéraux ou des ONG. On peut ranger dans cette catégorie :

les villages se trouvant dans le cadre géographique de l'action des ODR, appuyés par la CCCE, l'USAID, et d'autres bailleurs, environ un millier

les 120 villages se trouvant dans le cadre géographique de l'action de la DNACoop appuyée par le projet MLI / 90 / 008

les 120 villages se trouvant dans le cadre géographique des actions appuyées par le FENU, les projets canadiens de micro-réalisations, le projet FIDA de micro-réalisations villageoises, et d'autres. On peut estimer leur nombre à environ 500.

certaines des villages où agissent les ONG. Leur nombre pourrait être de l'ordre de 200.

Au total, on peut donc estimer les bénéficiaires réels des opérations de structuration en cours à 1 900 villages, et ceux qui restent à toucher en totalité à environ 3 000 villages. En comptant une moyenne de 600 habitants par village atteint, on peut estimer que la population potentiellement touchée par les activités de structuration est actuellement de l'ordre de un million d'habitants. Ce chiffre global ne permet pas de juger de la nature (structuration villageoise, groupes de producteurs, groupes de femmes, ...), de l'intensité (nombre et niveau des comptables, des trésoriers, des gestionnaires divers formés) et de la qualité - très variable - des structurations opérées. La population qui resterait à toucher en totalité par les structurations s'élève dès lors à 1 800 000 habitants au moins.

Dans le cadre spécifique de l'appui que le PNUD apportera à ce programme, les efforts d'alphabétisation fonctionnelle doivent toucher entre 20 et 30 adultes par village soit au total entre 35 et 50 000 personnes en 4 à 5 ans; les autres contributions dans ce domaine ne sont pas quantifiées. D'autres programmes du gouvernement sont censés aborder le problème de l'alphabétisation fonctionnelle de manière beaucoup plus large.

Le programme prévoit que les jeunes analphabètes de plus de 10 ans dans les villages cibles où il n'existe pas d'écoles primaires seront alphabétisés dans le cadre du programme de développement à la base dans la mesure où ils constituent la pépinière de renouvellement des

cadres de gestion villageoise et des associations diverses. Sur 5 000 villages cibles, on peut estimer que 80% sont dépourvus d'écoles primaires et que 50 jeunes dans chacun de ces villages devront être alphabétisés dans le cadre du programme. Le total à alphabétiser est donc de l'ordre de 200 000 jeunes.

Le programme est né de constatations empiriques qui ont montré que le développement à la base passe par une structuration progressive des villages et la mise à disposition de moyens financiers complémentaires à ceux des villageois. Pour chaque village concerné, le programme prévoit la création de groupements (en commençant par l'Association Villageoise et l'Association des Femmes), l'alphabétisation fonctionnelle, la promotion d'activités économiques librement choisies et autogérées.

Ce programme repose donc sur deux axes fondamentaux adoptés par le gouvernement : la responsabilisation des acteurs locaux et la réalisation de micro-projets.

L'ACODEP utilise alternativement la liste des éléments comme caractéristiques différentielles des communautés, autorisant leur sélection en vue du bénéfice du projet. Par exemple le degré de cohésion et de fragmentation des communautés est pris en compte dans la sélection définitive du village, dans le choix et l'implantation des investissements collectifs. Dans ce cas, le capital social semble avoir principalement une vertu opératoire puisqu'il permet de sélectionner des communautés où les finalités du projet ont le plus de chance d'aboutir. On peut s'inquiéter des risques d'aggravation des inégalités entre communautés, ou fractions de celles-ci, que cette interprétation recèle. Cependant, avec l'appui aux groupes défavorisés que l'ACODEP semble favoriser, ce risque semble minimisé.

Les codes de conduite et d'honneur sont des principes de comportement applicables au projet lui-même et à ses agents. Ils sont pris en compte dans la signature des contrats, dans les négociations sociales, dans le respect des engagements pris avec les partenaires. Le programme ACODEP fait montre cependant d'une analyse lucide de son impact. Les aspects positifs concernant la mise en place d'institutions de gestion collective nouvelles, articulées aux institutions traditionnelles, semblent orientés vers la volonté de donner aux populations des instruments de gestion de l'activité du projet. La pérennité de ces institutions, au delà de la durée du projet ou à propos d'enjeux extérieurs à celui-ci constitue certainement le meilleur critère de réussite d'un projet, même si ce critère ne peut être établi qu'a posteriori.

Le projet s'emploie à susciter de nouvelles formes de capital social. Ainsi, les comités d'alphabétisation, les assemblées générales et les comités de surveillance permettent de mieux organiser les activités économiques et la gestion des biens collectifs. L'appui à l'éducation constitue un puissant facteur d'émergence du capital social. L'alphabétisation des hommes et femmes et la formation des enfants de 9 à 15 ans dans les Centres d'Éducation pour le Développement (CED) permettent d'obtenir des impacts profonds et durables.

Certains facteurs extérieurs freinent néanmoins le capital social : la courte durée du projet, les interruptions de financement, le manque de coordination entre les intervenants dans l'environnement du projet.

2.2.3. Capital social et aménagement participatif de la forêt de Tinienko, cercle de Kita

La forêt de Tinienko, dans le cercle de Kita, a été classée en 1941. D'une superficie de 13.360 ha, elle est bordée par treize villages riverains regroupant une population totale de 4.000 habitants.

L'inventaire forestier a montré que cette forêt a un capital ligneux important ainsi que d'autres sous-produits qui peuvent être valorisés, avec la participation des populations, en vue d'une gestion rationnelle. L'aménagement de la forêt classée de Tinienko s'inscrit dans le cadre du projet Norvège/PNUD/BIT de mise en valeur des forêts du cercle de Kita par les organisations paysannes.

Les objectifs visés portent sur l'amélioration des revenus des populations, la création d'emplois à travers la valorisation des produits forestiers et l'arrêt de la dégradation de l'environnement. Cette valorisation se fait à travers un partenariat avec les populations où un système de contractualisation permet de responsabiliser les structures rurales de gestion, notamment les organisations des producteurs ruraux de bois agréées par les autorités, en vue d'approvisionner un marché rural de bois.

Le projet Forêts de Kita utilise la liste des items du capital social comme une grille de lecture de la réalité, lui permettant de repérer des aspects de la vie et de la culture locales dans une optique descriptive. Cet usage semble positif dans la mesure où il ne peut qu'améliorer la connaissance que les agents des programmes de développement ont du milieu social où ils interviennent, élargissant leur éclairage à des aspects non directement impliqués dans la conduite du projet de gestion forestière. Cette approche permet de réduire la dimension techniciste du projet et de l'insérer dans la réalité sociale locale.

Dans un deuxième temps, les éléments concernés par le projet sont clairement repérés, en particulier ceux qui peuvent influencer sa réussite en instaurant des prises en charge par la population. Le document signale une très intéressante attention des agents à l'égard des réalités sociales. Après avoir repéré les institutions ou valeurs susceptibles de relayer les objectifs du projet, ils cherchent à leur donner progressivement et prudemment de l'ampleur. Le projet, dans ses activités, tient compte de ces différents éléments en adoptant ceux qui sont positifs et en améliorant à travers la sensibilisation ceux qui semblent négatifs. Loin de diminuer le capital social, cette approche renforce et suscite de nouvelles formes : création de SRG, caisses d'épargne-crédit, associations d'apiculture, de maraîchage, d'exploitation de noix de karité, foyers améliorés, savonneries, pépinières villageoises, reboisement.

L'approche identifie enfin certaines difficultés que de nombreux autres programmes signalent: les interventions extérieures au projet des autres ONG présents sur le site par exemple, ou les aspects internes à celui-ci mais non contrôlés, comme les retards de financement, toutes choses qui affaiblissent la relation établie entre projet et population. Cela se comprend si le projet a établi avec ses partenaires des relations d'ordre éthique, c'est-à-dire repris à son compte les "codes de conduite et d'honneur" prévalant dans la population. La question du contrôle est ainsi posée, mais il faut sans doute définir celui-ci à deux niveaux : celui du contrôle par le projet de ses propres conditions de réalisation et le transfert du contrôle du projet à la population elle-même, condition de la maîtrise de son propre développement.

2.2.4. Programme d'Appui à la Promotion des Femmes²

Toutes les sociétés humaines ont élaboré et mis en œuvre des faisceaux de relations sociales entre les différents groupes sociaux qui les composent et les individus. Ces relations d'échanges sont

² PAPP

définies en fonction des divisions au sein de la société, qu'elles soient fondées sur la race, l'ethnie, la religion, la classe, l'âge... et dans le cas qui nous intéresse sur le sexe. Ces relations sociales peuvent être basées sur la coopération-collaboration, la subordination ou le conflit.

Il s'agit, pour ce programme mis en œuvre en novembre 1994, de fournir un appui à l'effort conjoint du gouvernement et des associations de femmes en vue de la définition et de la mise en œuvre de politiques et stratégies pour une meilleure intégration des femmes dans les processus décisionnels et pour une valorisation accrue du travail des femmes dans les circuits économiques.

Il s'agit d'une part de faciliter les actions à la base menées par les institutions représentatives de la société civile (associations féminines et ONG) sur des questions névralgiques ayant un effet de levier quant à la condition des femmes maliennes, et d'autre part de permettre au gouvernement de les évaluer, d'en renforcer la cohérence et l'impact, de coordonner initiatives et apports financiers, qu'ils soient nationaux ou extérieurs, dans un dialogue constant avec la société civile et les partenaires au développement.

Partant, les objectifs à long terme auxquels contribue le présent programme sont :

-
- *revalorisation de l'image et de la place de la femme dans la société, et de son rôle productif dans l'économie*
 - *participation accrue de la femme aux prises de décision*
 - *harmonisation des textes législatifs, réglementaires et administratifs.*
-

Les objectifs de moyen et court termes visent à :

-
- *sensibiliser et mobiliser la société malienne en faveur d'un rééquilibrage des prérogatives*
 - *appuyer les programmes et projets de promotion des femmes*
 - *prendre en compte les femmes au niveau institutionnel et formuler des politiques et des stratégies.*
-

Pour réaliser ces objectifs, trois axes prioritaires ont été définis :

-
- *inciter une dynamique sociale en développant des actions de communication et d'information tournées vers la problématique femmes et développement. A cet effet, il s'agit de valoriser les activités des femmes, favoriser une prise de conscience par les femmes de leur rôle, de leur statut en permettant l'accroissement de son pouvoir de décision par une plus grande implication à la vie publique.*
 - *intervenir à la base auprès des groupes cibles. Ceci devrait se traduire par un renforcement de la capacité des femmes à travers la promotion d'activités économiques sous-tendue par des programmes de formation et d'information. Les groupes cibles sont les femmes périurbaines, les femmes entrepreneurs du secteur informel, les jeunes filles et jeunes femmes migrantes et les groupements associatifs de femmes rurales*
 - *intervenir sur l'environnement juridico-institutionnel en appuyant le gouvernement dans la définition et la mise en place d'une politique et de stratégies dans le domaine femme et développement.*
-

Il va de soi que pour assurer la viabilité et la durabilité du système, qu'un consensus se fasse sur les normes, les valeurs, principes et règles de vie établis entre les différents groupes sociaux et les individus pour atteindre le modèle de société visé.

Le programme PAPF apporte une assistance à plusieurs catégories de bénéficiaires, que nous pouvons classer en bénéficiaires directs ou indirects selon la stratégie d'intervention retenue. Les ONG, bureaux d'étude, le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et ses démembrements sont considérés comme bénéficiaires directs. Les associations et groupements de base des femmes sont les bénéficiaires indirects de l'appui.

Le programme dans sa mise en œuvre opérationnelle a élaboré des outils, notamment deux documents : la gestion de la sous-traitance qui définit le cadre d'intervention du PAPF et le guide de présentation des projets qui fournit des informations générales et met à la disposition des requérants un canevas d'élaboration des projets à soumettre.

Ces deux documents qui matérialisent la démarche d'ensemble adoptée par le PAPF procèdent avant tout de l'approche participation. Cette approche est le point de départ pour toute action qui se veut durable. Ainsi le PAPF dans son approche identifie les éléments du capital social et opère un choix sur ceux qui lui semblent utiles pour l'atteinte des résultats fixés. Le PAPF dans certains cas fait de la sensibilisation pour convaincre ou enclencher un processus de réflexion positif sur certains éléments du capital social constituant des obstacles potentiels au bon déroulement des activités du projet. Avec une plus grande prise de conscience des femmes, de leur rôle et de la valorisation sociale de celui-ci, il y a des changements dans le système d'éducation traditionnelle et de scolarisation : d'avantage de jeunes filles et de femmes sont scolarisées ou alphabétisées. Dans les mécanismes de prise de décision, les femmes sont consultées.

Cependant pour que ces changements soient durables, il convient de ne pas procéder à un bouleversement brutal de la situation. Il faut permettre aux différents groupements sociaux de s'adapter progressivement, d'accepter et de s'approprier ces modifications.

Le document insiste fortement sur l'ambivalence des éléments du capital social. Si tous les éléments de la liste, ou presque, sont examinés, l'impact de chacun d'eux sur les objectifs du programme dépend souvent des situations, des acteurs, des interactions. Généralement, les impacts négatifs des éléments du capital social sont associés à l'inégalité qu'ils entretiennent. Cela n'est pas étonnant puisque ce programme est confronté en permanence à la subordination ou l'infériorisation dont sont victimes les femmes. Le capital social est d'ailleurs globalement défini comme ambigu puisque pouvant produire et reproduire structurellement cette inégalité.

2.2.5. Capital social et gestion des ressources pastorales¹

Le Projet de Développement Intégré en zone lacustre a initié à partir de juin 1998 un programme de développement pastoral et de lutte contre la pauvreté au niveau du cercle de Goundam, suite à l'élaboration et à l'approbation des schémas d'aménagement des terroirs d'attache.

Les communautés pastorales de cette zone pratiquent le pastoralisme transhumant dont les éléments constitutifs sont :

-
- *l'appropriation domestique du troupeau*
 - *l'usage collectif des ressources pastorales*
-

-
- *un cadre écologique éclaté d'exploitation des ressources : eau, pâturages, terres salées.*
-

Ces caractéristiques dominantes du pastoralisme transhumant imposent la mobilité comme technique de production. La mobilité permet en effet d'assurer l'accès aux pâturages pour l'alimentation des troupeaux et à l'eau pour l'abreuvement, la pratique des cures salées et des cures de rafraîchissement pour la santé animale, une occupation animale et humaine rationnelle de l'espace pour la préservation des ressources naturelles. Cette mobilité permet également l'accès aux marchés pour les échanges.

En fonction des saisons, des espèces animales et de la disponibilité des ressources, elle se traduit par des déplacements réguliers et coordonnés qui peuvent aller de la rotation de pâturages à des transhumances de petite, moyenne ou grande amplitudes.

Le caractère domestique et privatif d'appropriation du troupeau implique également le déplacement de tout ou partie des unités domestiques pour sa conduite. Le troupeau étant à la fois moyen de production et de consommation, le lait constitue en effet la base de l'alimentation chez les communautés tamasheq et arabes, les membres des unités domestiques ont tendance à suivre autant que possible ces déplacements.

Dès lors apparaît le risque de déséquilibre constant dans la gestion du diptyque troupeau/ressources pastorales inhérent au système de production pastoral et que certains chercheurs ont appelé "la tragédie des terres communes" (Hardin). Ce système de production renferme en effet un paradoxe réel caractérisé de prime abord par la non adéquation entre ses trois éléments constitutifs que sont :

-
- *l'appropriation privative du troupeau comme moyen de production et de consommation,*
 - *le caractère collectif des ressources : eau, pâturage, terres salées,*
 - *le caractère éclaté et fluctuant de ces ressources dans le temps et dans l'espace.*
-

Ces éléments d'apparence contradictoire ne peuvent conduire qu'à une exploitation anarchique des parcours, dans un contexte marqué par la compétition entre pasteurs et entraînant à terme le surpâturage et la dégradation des ressources naturelles.

Cette théorie ne peut cependant expliquer comment, dans un même système de production, certains parcours pastoraux sont effectivement gérés et exploités de manière anarchique et conflictuelle pendant que d'autres le sont de manière équilibrée et durable même si, pour expliquer cette différence, la "notion de terres communes non gérées" a été introduite par la suite.

La notion de capital social, c'est à dire "l'investissement" social de chaque communauté pour rendre viables et durables les conditions de sa production et de sa reproduction apporte dans ce cas précis un nouvel éclairage et des éléments de réponse plus cohérents. Ainsi, en matière de gestion et d'exploitation des ressources pastorales par une communauté, l'on peut constater que plus "l'investissement" en capital social est élevé plus la gestion et l'exploitation des ressources sera équilibrée et durable. Plus il est faible ou déficitaire, plus elle se fera d'une manière anarchique qui conduira à la dégradation de ces ressources et à la multiplication des conflits infra et intercommunautaires.

Dans le cas des communautés pastorales tamasheq et arabes du cercle de Goundam l'investissement en capital social prend 3 formes visant à la réalisation du processus de production pastorale dans ses principaux déterminants :

- 1- la communauté pastorale elle-même
- 2- son espace pastoral
- 3- les autres communautés pastorales ou agricoles avec lesquelles elle est en relation ou en compétition pour l'accès aux ressources situées en dehors de son propre terroir. La finalité de cet investissement est de neutraliser au mieux, en les contrôlant, les facteurs de désorganisation internes et externes pouvant contrecarrer la mobilité et limiter l'accès aux ressources.

Capital social investi en direction de la communauté elle-même

Structures sociales

Il s'agit de mécanismes de solidarités internes, systèmes de parenté et de pouvoir, relations matrimoniales, codes de conduite, visant à assurer la survie du groupe, le consensus autour de la gestion interne de ses ressources humaines, animales et naturelles. La fraction constitue l'organisation sociale de base des communautés pastorales tamasheq et arabes. Elle a plusieurs fonctions dont les plus importantes sont celles d'intégration et de sécurisation des individus dans un cadre social essentiellement organisé sur la base de la parenté, ce qui permet ou justifie l'expression de solidarités internes. Elle est le lieu de manifestation de rapports de pouvoir dans lesquels se reconnaissent l'ensemble de ses membres.

Lorsque le capital social fraction est fort, cela relève de la personnalité du chef de fraction à travers sa capacité de redistribution et de " captation " de l'aide l'extérieure pour sa communauté: forage, périmètre irrigué, distribution de vivres etc.

Les causes les plus importantes de la faiblesse de ce capital social sont représentées par l'état de pauvreté généralisé qui a pour conséquence la dispersion des membres de la fraction, l'exode des plus démunis. L'autre cause d'affaiblissement du capital social est représentée par la perte du cheptel; le troupeau dans les communautés pastorales constitue un moyen de production et de consommation mais également un moyen d'intégration sociale de l'individu par la circulation des dons et sacrifices d'animaux.

Chaînes de solidarité et d'entraide

Le Projet a entrepris une opération de reconstitution des troupeaux au bénéfice des ménages les plus démunis en mettant en place un fonds de roulement. L'objectif de cette opération est de contribuer à la sécurité alimentaire des ménages concernés et de constituer une base de relance de l'activité d'élevage. Chaque fraction a été responsabilisée à toutes les étapes de l'opération : choix des espèces et du nombre d'animaux requis par ménage, méthode d'identification des pauvres de la fraction, modalités et périodicité de remboursement pour permettre à d'autres ménages pauvres de la fraction de bénéficier de l'opération, suivi.

Capital social investi dans l'espace

Formes et mécanismes de gestion des ressources naturelles

Cela vise à assurer la gestion et l'exploitation équilibrées des ressources pastorales. Un terroir d'attache est par définition un terroir à vocation pastorale dont se réclament une ou plusieurs communautés pastorales et qui renferme de manière permanente ou temporaire des ressources et des sites clés : pâturages herbacés et aériens, points d'eau, terres salées, nécessaires à la réalisation du pastoralisme transhumant.

Il s'agit donc d'un capital social investi par une ou plusieurs fractions dans un espace pastoral donné qui leur est traditionnellement reconnu afin de pouvoir en assurer la gestion et l'exploitation.

Outre sa dimension historique, ce capital social a des dimensions :

-
- *affectives comme l'attachement sentimental à un espace*
 - *techniques comme la profonde connaissance des points d'eau, pâturages, terres salées*
 - *juridiques comme la gestion et l'exploitation des ressources régies par des règles dont le libre accès pour tous et la qualité d'usagers primaires, détenteurs de droits de préséance sur l'accès aux puits pastoraux.*
-

Les puits pastoraux

Le puits pastoral en zone exondée du cercle de Goundam est le topocentre autour duquel s'organise tout le système de production pastoral. Il conditionne l'accès aux pâturages et comme le dit si bien l'adage local "refuser le puits c'est fermer le pâturage". C'est la raison pour laquelle un capital social important sous forme de droits et règles d'usage, de codes de bonne conduite et de préceptes religieux y est investi et entretenu par les communautés pastorales. La qualité d'ayant droit d'une communauté sur un puits, même si elle confère à celle-ci une primauté d'accès à l'abreuvement, n'exclut cependant pas son accès à d'autres usagers étrangers au terroir d'attache ou à la communauté.

Capital social investi en direction d'autres groupes

Les mécanismes de réciprocité

Dans un système de production basé sur la mobilité, la réciprocité constitue la règle fondamentale permettant aux pasteurs d'accéder librement à toutes les ressources au sein des espaces pastoraux et agro-pastoraux situées en dehors de leurs terroirs. Pour cela elle impose à toutes les communautés le respect de règles. La qualité d'ayant droit ou d'usager primaire, même si elle donne droit à la préséance, ne peut en aucune manière conférer à celle-ci un usage exclusif de la ressource dont l'accès est ouvert à tous. Cette règle, tout en garantissant la mobilité du troupeau, constitue en quelque sorte une assurance tout risque qui permet à chaque communauté en cas de mauvaise année dans ses parcours traditionnels de pouvoir accéder aux ressources gérées par d'autres communautés pastorales ou agricoles.

Les conditions difficiles de l'écosystème sahélien imposent la mobilité du cheptel. Cette mobilité ne peut être assurée que s'il y a réciprocité entre les différents groupes dans l'accès à des ressources dont la qualité et la quantité sont fluctuantes d'une année à l'autre au sein d'un même parcours. Pour renforcer ce capital social dans l'exploitation des aménagements pastoraux réalisés par le Projet, mares surcreusées par exemple, les règles suivantes ont été adoptées :

-
- *tout aménagement, bien que réalisé avec une communauté donnée dans son aire de parcours traditionnelle, et bien que placé sous la gestion de ladite communauté, ne peut conférer à celle-ci un droit exclusif sur la ressource dont l'accès doit rester ouvert à tous*
 - *dans le cas ou plusieurs aménagements de même type comme les mares surcreusées sont situés dans des parcours différents et gérés par des communautés différentes, celles-ci doivent fixer d'un commun accord des tarifs homogènes pour leur accès afin de ne pas créer de déséquilibres pouvant remettre en cause la règle de réciprocité.*
-

Mécanismes de résolution des conflits

La dynamique du processus de production pastorale dictée par la dimension spatio-temporelle de la ressource impose comme on l'a vu la mobilité comme seule technique de production viable. Cette mobilité suppose la nécessité du déplacement hommes / troupeaux et la rencontre sur fond de compétition avec d'autres groupes sociaux qu'ils soient pasteurs ou agriculteurs.

Cette compétition qui est source de conflits impose de la part des usagers la production sociale d'un ensemble de règles juridiques et de normes régissant de manière équilibré l'usage des ressources par les uns et par les autres. Ces règles et normes peuvent être imposées soit par la force comme le code pastoral sous la *Dîna* de Cheikhou Ahmadou, ou par la négociation et le consensus, ce qui suppose dans ce cas un investissement élevé en capital social en direction des groupes qui détiennent les ressources ou qui en contrôlent l'accès.

Comme on l'a vu dans les exemples précédents, cet investissement est qualitativement élevé entre les différentes communautés pastorales pour la gestion des ressources. Cependant, il est souvent déficitaire entre ces communautés pastorales et les communautés agricoles voisines dont elles exploitent saisonnièrement les ressources en traversant le plus souvent leurs terroirs.

Pour ce qui concerne les règles et normes de gestion du lac Télé, elle sont à réinventer. Celles qui ont été produites datent d'avant les grandes sécheresses des années 70-80 et sont en inadéquation avec la physionomie actuelle du lac.

Quant aux instances et mécanismes de négociation et de gestion des conflits permettant aux agriculteurs, aux pasteurs et à d'autres groupes tels que les pêcheurs de se concerter, elles ne sont pas fonctionnelles et sont souvent peu représentatives.

Le programme Zone Lacustre examine les effets du capital social dans une optique assez différente des autres projets, dans la mesure où l'on distingue ici, non ses éléments, mais ses diverses orientations ou domaines d'investissement.

Cet usage de la notion de capital social a le grand intérêt d'être orienté vers la spécificité d'une communauté, et, parce qu'il n'est pas mécanique mais adapté à une situation socio-écologique particulière, il est producteur d'informations pertinentes et de prescriptions d'actions précises.

Le projet, dans sa démarche comme dans ses recommandations, est l'illustration d'un usage du capital social comme instrument de développement, théoriquement et pratiquement juste. La notion de capital social est utilisée non comme outil mécanique, intemporel et universel d'intervention sur une réalité sociale, mais d'abord comme instrument de compréhension de ses spécificités culturelles et organisationnelles. Le but de l'usage de cette notion est d'aider à l'internalisation du développement, c'est - à - dire à la ré-appropriation ou la ré-interprétation par

les communautés dans leur ensemble, des actions et objectifs proposés par les encadreurs des projets, qui doivent mettre l'accent sur l'égalisation de l'accès aux ressources.

2.2.6. Femmes Énergies Nouvelles et Renouvelables

Le Mali, par sa position de pays sahélien, a connu au fil des ans des problèmes de déforestation ayant entraîné une avancée rapide du désert. Le bois et le charbon de bois sont les principales sources d'énergie au Mali et représentent plus de 90% de la consommation totale d'énergie à moyen terme. Ils demeureront vraisemblablement les ressources énergétiques dominantes pour la satisfaction des besoins énergétiques. Aussi il est à noter que la part des Énergies Nouvelles et Renouvelables est insignifiante dans le bilan énergétique national.

L'analyse de cette situation inquiétante a amené le gouvernement, en collaboration avec ses partenaires au développement, à adopter une politique axée sur la gestion des ressources naturelles par l'organisation et l'exploitation rationnelle et durable du bois de chauffe et du charbon de bois et la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la promotion des Énergies Nouvelles et Renouvelables.

Un autre aspect particulier de cette politique est représenté par la recherche et la promotion des énergies de substitution que sont l'énergie solaire, le gaz butane, le kérosène.

Le plan vise en outre à établir l'inventaire des ressources ligneuses, la formation de tous les exploitants et utilisateurs par des actions de reboisement, l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'aménagement et schémas directeurs des terroirs.

C'est dans cette optique que le Projet Femmes et Énergies Nouvelles et Renouvelables a été initié en 1992 par le gouvernement du Mali, en relation avec le PNUD. Le plan d'action national se donne pour objectifs d'améliorer la gestion de l'environnement par la diversification et l'amélioration de l'offre d'énergie, l'amélioration des conditions de la femme et de la famille par l'intégration de la femme dans le processus de gestion des énergies nouvelles et renouvelables.

L'évaluation interne de la phase pilote d'utilisation des technologies solaires a permis de noter une amélioration des taux de fréquentation des infrastructures sanitaires et éducatives, une amélioration des conditions socio-économiques et alimentaires, un changement de comportement des hommes et des femmes sur la pertinence des options, l'acceptation par les femmes de contribuer à la prise en charge des frais de maintenance du projet.

Ainsi, pour tout projet qui se veut crédible et durable, il est à retenir que les codes de conduite et d'honneur sont nécessaires, voire même indispensables, pour les agents d'encadrement vis à vis des populations concernées. Il s'agit pour l'intervenant, au sein d'une localité donnée, de tenir compte de tous les modes d'intégration. Ces modes d'intégration et codes de conduite, pris en compte par le FENR dans l'exécution de son programme d'activités sur le terrain, ont permis d'avoir un impact positif sur le développement en général et sur le projet en particulier. Il s'agit, par une intégration meilleure, d'amener les populations des différentes zones d'intervention à prendre conscience des problèmes qui se posent à elles.

Par ailleurs, nous avons constaté l'existence d'associations ou groupements formels reconnus officiellement et d'associations informelles structurées. Le FENR tient compte de ces formes et manifestations associatives et s'évertue à harmoniser dans son intervention les efforts des uns et les autres pour une approche plus globale et plus participative. Le capital social étant un facteur puissant de développement, le projet FENR contribue à cultiver et renforcer toutes les chaînes de

solidarité et d'entraide allant dans le sens du plein épanouissement et de l'amélioration des conditions de vie des populations concernées.

Le FENR s'emploie à asseoir un mécanisme d'éducation et de socialisation basé sur le savoir et le savoir-faire de son groupe cible par la méthode participative d'alphabetisation fonctionnelle sur les thèmes relatifs aux technologies solaires.

Dans toute communauté, il existe des formes et mécanismes de gestion des ressources collectives. Toutefois, ces formes peuvent être mal encadrées, ce qui aboutit malheureusement très souvent soit à une contre-performance dans le rendement soit à la dislocation totale même de la structure. Compte tenu de cet aspect, le projet FENR s'investit pleinement dans toutes ses zones d'intervention pour informer, sensibiliser, mobiliser et former ces groupes cibles autour de ses objectifs afin de renforcer non seulement les formes et les mécanismes de gestion des ressources déjà existantes mais aussi les appuyer à la gestion des équipements solaires installés.

Le projet FENR révèle une interprétation du capital social en terme d'intériorisation par le projet et ses agents de certains éléments du capital social ou des valeurs des populations cibles

Cependant, il semble que plus que d'intériorisation, il faille parler ici d'identification : les instances du projet montrent une volonté d'intégrer les normes, valeurs, principes de gestion des populations dans leur propre comportement et d'y conformer la gestion du projet. Cette attitude semble génératrice d'une logique de dialogue et d'adaptation réciproque, dans laquelle il semble que le projet ait une attitude d'écoute et d'auto-rectification appréciable. Peut être cette attitude doit-elle être travaillée, précisée, approfondie. Et c'est tout à l'honneur des agents de ce projet que d'accepter ainsi, modestement, une recherche difficile de consensus. Ce point apparaît essentiel car il concerne, au sein même de la détermination et de la conduite de projets, les moments et les procédures par lesquelles s'établit la responsabilité respective des agents de développement et des populations. Il s'agit de stades où se manifestent des mécanismes possibles de transfert ou d'imposition d'objectifs et de finalité des agents aux populations, ou, à l'inverse, d'écoute et de respect des principes et finalités de la population concernée.

Cette interaction, si importante, est cependant difficile à analyser et à animer. Il est souhaitable qu'une action spécifique de formation soit menée en direction des encadreurs pour les sensibiliser à ces mécanismes. Il s'agit d'améliorer leur capacité à comprendre, faire émerger, éventuellement reformuler ou révéler les finalités développementales des populations, qui ne sont pas toujours pleinement conscientes ni unanimes, et pour les aider à prendre conscience de leurs éventuelles pratiques de transfert.

2.2.7. Commentaires critiques

L'expérience des projets montre que leurs différentes interventions touchent au capital social, dans ses multiples éléments.

Les projets sont confrontés aussi bien aux aspects positifs que négatifs. Chaque projet développe des instruments et des approches parfois spécifiques, toujours participatives, recherchant la promotion de l'équité.

Les projets peuvent d'autre part contribuer à diminuer le capital social traditionnel ou à le renforcer. Ils suscitent systématiquement des formes nouvelles de capital social et ne sont pas toujours à l'abri de facteurs extérieurs qui freinent son utilisation.

De façon générale, les offres de développement rencontrent auprès des populations, une demande qu'elles bousculent souvent. Il y a une tendance, de la part des développeurs, à gérer et à établir un rapport temps/ressource, dans le court terme alors que le développement est un processus. Tout le monde cherche des raccourcis, s'appuie hâtivement sur des dynamiques internes et nouvelles d'une demande balbutiante de développement. On ne se met pas dans une position d'écoute et d'observations, et les dynamiques et les potentialités sociales locales sont occultées ou mal appréhendées.

Toutefois, dans certains cas, les facteurs extérieurs ont un effet bénéfique sur le capital social et sur le déroulement des projets. Tel est le cas dans la responsabilisation et la structuration des associations et des groupements féminins. C'est aussi le cas de certains groupes marginalisés jeunes ou dépendants.

Outre les préoccupations déjà exprimées dans les débats précédents quant aux capacités de réduction ou de perpétuation des inégalités que peut receler le capital social, de nouvelles questions sont apparues dans le débat :

-
- *l'articulation des actions de développement avec les réformes politiques (décentralisation, démocratie représentative) et les dynamiques de la société civile,*
 - *les relations qui doivent s'établir entre les encadreurs du développement et les représentants élus de la population, en particulier au niveau local.*
-

Cette revue de l'expérience des projets a été très appréciée par les participants qui ont demandé que cela soit poursuivi de façon plus rigoureuse et ouverte. Les discussions qui ont suivi ces présentations ont conclu que l'expérience des projets du PNUD pouvait se résumer à la trilogie : générer, gérer et améliorer le capital social. Le capital social n'est pas lui-même le centre de tout, puisque les besoins de développement sont très concrets, et constituent la préoccupation principale des partenaires de ces projets. Par le passé, les pratiques de développement ont souvent opté pour des raccourcis inefficaces dus aux choix de rentabilité temps/ressource au détriment d'une vision plus étendue. Pour que les projets réussissent, et donc pour qu'il y ait développement, il faut établir une concordance entre le capital social, le capital économique et le capital politique. Cela revient à mener sur le long terme des actions porteuses de résultats tangibles, décidées volontairement par les communautés dans le cadre de leurs valeurs culturelles. Quel rôle devrait revenir à l'État par rapport à la création et à la gestion du capital social. Quelle doit être la part du libre jeu social ? Quel est le degré acceptable d'intervention qui ne perturberait pas les processus sociaux naturels ? Quelle doit être la source de légitimité du capital social : l'État ? Les organisations extérieures ? Les donateurs ? Les communautés ?

Il y a lieu de ne pas considérer le capital social comme la nouvelle solution à tous les problèmes de développement auxquels ces projets seront confrontés, d'autant que la notion semble avoir suscité un engouement spectaculaire auprès des intervenants sur le terrain.

Les projets présentés interviennent tous en milieu rural, ce qui limite la réflexion et la pratique des intervenants à un seul contexte. Pour un éclairage encore plus enrichissant, il est souhaitable d'élargir l'observation et la réflexion aux expériences de développement du PNUD en milieu urbain.

3. INTÉGRER LES RÉSULTATS DE LA JOURNÉE DE RÉFLEXION DANS UNE DÉMARCHE CONSTRUCTIVE

Principes d'opérationnalisation du capital social

Quatre groupes ont travaillé sur les cinq thèmes proposés par la note méthodologique préparée par le PNUD, de manière à évaluer la pertinence, l'opérationnalité, l'efficacité au regard des diverses activités listées. Ces propositions concrètes d'activité intéressent trois niveaux : les communautés et associations, l'ensemble de la collectivité nationale, le PNUD lui-même. Le résultat des groupes de travail est inégal, car les méthodes adoptées diffèrent. Certains ont classé les mesures dans les thèmes, d'autres les ont sélectionnées ou les ont complétées et un autre enfin a réfléchi à des propositions globales de méthode.

L'opérationnalisation est confrontée à un certain nombre de difficultés, dues à la notion elle-même, en raison de sa relative nouveauté et de sa non neutralité. Il existe des chevauchements, voire des risques de confusion entre la prise en compte du capital social et d'autres approches ou stratégies particulièrement à l'ordre du jour dans le discours sur le développement.

Pour une organisation de développement comme le PNUD, tournée vers l'action et au contact des réalités, la session sur l'opérationnalisation était celle de toutes les attentes. Une note de méthodologie a été spécialement conçue pour la circonstance à partir de la littérature existante, des études de cas, des contributions écrites des projets PNUD et des personnes ressource invitées. Ainsi, les discussions sur l'opérationnalisation ont porté sur deux aspects, le premier en rapport avec les conditions et modalités globales, le second en rapport avec des activités et recommandations concrètes d'opérationnalisation.

Par rapport aux conditions et modalités globales, les participants ont tout d'abord reconnu que l'approche capital social pourrait contribuer au développement durable et ne devrait pas être une simple mode "développementaliste". Il faudra donc s'efforcer d'attribuer au capital social sa niche particulière, distincte et complémentaire.

Encadré no. 11 : capital social et autres approches de développement

Il existe une complémentarité entre la **participation** et le capital social. En effet, l'approche participative implique les communautés concernées dans la formulation des projets et programmes ainsi que dans le processus de prise de décision.

Le capital social favorise la compréhension des relations sociales dont les conséquences déterminent à leur tour la participation. Par ailleurs, tout **appui à la société civile** renforce le capital social. En complétant l'approche capital social par les outils de **l'approche genre**, on peut corriger les effets négatifs du capital social et éviter la marginalisation de certains groupes, notamment les femmes, améliorer la participation, contribuer à la réduction des inégalités. Les approches de **promotion culturelle** visant l'ensemble des aspects intellectuels et les formes acquises de comportement dans une société donnée, enrichissent également le capital social sans s'y substituer.

La prise en compte du capital social facilite l'appropriation du **processus de décentralisation** par les communautés de base, si elles se fondent sur des modes de structuration et d'organisation endogènes et appropriés. Le système démocratique et moderne peut permettre une telle appropriation, qui pourra se faire au détriment des élites traditionnelles conservatrices.

Les différentes complémentarités ainsi définies, devraient faire l'objet de recherches et d'approfondissements par rapport aux pratiques de développement en cours. Les projets existants constituent un cadre adéquat pour mener un tel exercice.

Les participants ont également noté que sans une confiance réciproque et partagée au niveau des individus, des groupements, des communautés, ou entre les communautés et l'État, les actions de développement programmées risquent de ne pas être menées à bonne fin par manque de motivation des parties prenantes. Il est donc impérieux de matérialiser la volonté politique du gouvernement afin d'instituer la confiance, pierre angulaire de toute valorisation et opérationnalisation du capital social. En effet, les réseaux sociaux et familiaux qui apportent un soutien vital à la majorité des populations constituent des structures de coopération et d'entraide, ainsi que des alternatives parfois antinomiques des institutions formelles de l'État qui ne sont pas en mesure de rendre les services demandés et d'assurer la prise en charge nécessaire.

Enfin, les participants se sont interrogés sur le type de programme de développement qui serait le plus apte à l'opérationnalisation. Compte tenu de son intangibilité et de son caractère diffus, l'approche capital social devrait être appliquée de préférence de façon transversale, c'est à dire qu'elle peut et doit être intégrée à tout type de programme sans distinction. L'approche verticale pourrait être envisagée dans les cas spécifiques qui restent à déterminer.

Du point de vue méthodologique, les participants ont considéré que pour opérationnaliser le capital social, il vaut mieux éviter les débats sémantiques et théoriques, mais se fonder sur trois préoccupations essentielles :

- chercher à utiliser le capital social pour résoudre les problèmes concrets que vivent les gens,
- établir la connexion entre certains problèmes concrets et les aspects du capital social qui s'y rapportent,
- suggérer des actions et des mesures prioritaires pouvant faciliter la résolution de ces problèmes en utilisant entre autre l'approche capital social.

A partir de là, le problème fondamental est de savoir agir sur les différents éléments du capital social. Il faudrait repérer le capital social interne et voir s'il admet des inégalités dans la répartition des ressources. Dès lors, il s'agira d'être attentif aux revendications des groupes dépendants, minoritaires ou marginaux et améliorer l'utilisation du capital social en rapport avec l'extérieur.

Un autre souhait majeur serait de pouvoir identifier les demandes réelles de développement émanant des communautés, sans les imposer, les rapporter ensuite aux éléments du capital social nécessaires au bon déroulement des actions de développement qui découlent de ces demandes. Ces éléments auront été au préalable identifiés, analysés, en fonction d'une part de leurs aspects positifs et négatifs, et d'autre part de leurs capacités de contribution à la réalisation des attentes et aspirations formulées.

Encadré no. 12 : les 5 thèmes pour opérationnaliser le capital social

1. protection du capital social existant contre les effets destructifs des projets de développement.
 2. utilisation du capital social existant pour le développement
 3. création d'un environnement favorable à la valorisation du capital social : législation, dispositions incitatives...
 4. investissement dans le capital social par le soutien aux organisations existantes ou émergentes. Favoriser la conversion du capital social en revenus, services et bien être.
 5. atténuation des effets négatifs du capital social.
-

Thèmes et activités d'opérationnalisation

En s'inspirant des indications ci-dessus, il a été suggéré de développer des activités concrètes de promotion du capital social, tant au niveau des communautés et des associations que de celui de la nation, et du PNUD lui-même.

Ces activités et recommandations portent sur la lutte contre la pauvreté, l'accroissement de la vitalité des institutions formelles et informelles, les pratiques démocratiques et le civisme, les pratiques de gestion de la vie socio-économique et la gestion des conflits.

a) au niveau des communautés et des associations :

- *Lier le développement du Capital Social en priorité avec la lutte contre la pauvreté*
 - *Développer l'éducation et la formation en leadership et compétences managériales diverses*
 - *Développer les liens et les réseaux des communautés et des associations avec l'extérieur*
 - *Identification systématique par des méthodes participatives des institutions locales, de leurs activités et de leurs pratiques sociales avant tout engagement de développement*
 - *Développer de nouveaux systèmes et méthodologies d'encadrement par l'Etat et les projets, pouvant gagner et préserver la confiance des communautés et favoriser le transfert des compétences.*
 - *Renforcer les aspects récréatifs de la vie communautaire et associative.*
 - *Améliorer la participation au fonctionnement des services sociaux communautaires*
 - *Encourager la formation d'associations à but lucratif*
 - *Développer des procédures et mécanismes de mobilisation de ressources internes*
 - *Former les leaders dans les principes civiques, et analyser les comportements électoraux des populations.*
 - *Étudier les coûts et les bénéfices de l'engagement collectif et social au niveau des associations*
 - *Soutenir les mécanismes d'intermédiation et d'atténuation des conflits.*
 - *Développer les rencontres et le dialogue intercommunautaires.*
 - *Apporter un appui spécial pendant les crises en mettant en avant les communautés et Associations pour la recherche de solutions*
 - *Développer des systèmes d'information de proximité et de communication traditionnelle*
 - *Favoriser les échanges et prêt de ressources (crédit, travail, terre, animaux) et les systèmes de caution solidaire.*
 - *Préserver et mettre en valeur les réseaux socio-ethniques de production économique*
 - *Réactiver à travers des structures traditionnelles les organisations traditionnelles si elles sont positives*
 - *Réhabiliter les pratiques locales de gestion des ressources communautaires.*
 - *Renforcer l'économie sociale traditionnelle et en promouvoir les formes les plus dynamiques à travers les structures traditionnelles*
-

-
- *Trouver des moyens pour promouvoir la participation des groupes marginalisés ou exclus par les systèmes de gouvernance traditionnels et modernes*
 - *Identifier et renforcer des institutions et pratiques qui assurent la promotion du consensus et de la cohésion sociale*
 - *Investir dans la symbolique et la production culturelles et artistiques*
 - *Développer des indicateurs de Capital Social au niveau communautaire et associatif*
 - *Simplifier et traduire dans les langues nationales les textes régissant la vie nationale et celle des communautés et associations*
 - *Promouvoir les systèmes financiers décentralisés*
 - *Renforcer les capacités des membres de Bureaux des organisations communautaires et associatives (gestion, alphabétisation, IEC, identification de problèmes ...)*
 - *Appuyer techniquement et financièrement les conseils communaux*
 - *Favoriser la création de fédérations d'associations et de groupements*
-

b) Au niveau national :

-
- *Mener une enquête sur l'état de confiance des citoyens et mettre en œuvre des actions ciblées de promotion politique*
 - *Inclure le Capital Social dans les curricula*
 - *Mettre en œuvre un programme national de recherches et d'échanges sur le Capital Social*
 - *Pratiquer la transparence dans la gestion des marchés publics pour augmenter la confiance et le civisme et réduire leur érosion*
 - *Évaluer le coût de transaction institutionnelle et d'intermédiation du Capital Social*
 - *Définir des statistiques des modalités et des indicateurs de mesure du Capital Social au niveau macro-économique*
 - *Analyser et suivre le comportement électoral, l'intérêt et l'engagement politique et civique*
 - *Identifier et soutenir les formes innovatrices de constitution du Capital Social et d'engagement social et civique*
 - *Évaluer l'impact des grandes orientations macro-économiques sur le Capital Social*
 - *Améliorer la nature et les conditions de coopération et les mécanismes de collaboration entre la société civile et l'État*
 - *Assurer une gestion "Capital Social" des conflits et des crises*
 - *Améliorer et renforcer le cadre d'interaction entre les communautés, les institutions locales et l'assistance extérieure*
 - *Soutenir la politique culturelle actuellement prônée par le Gouvernement*
 - *Dispenser une formation civique élargie*
 - *Appuyer les systèmes traditionnels de communication sociale*
-

c) Au niveau du PNUD :

- *Initier et soutenir un réseau sur le Capital Social au Mali*
 - *Partager cette expérience avec d'autres pays*
 - *Développer des méthodes et procédures de collaboration directe avec les Associations et Groupements*
 - *Accorder un appui ou faciliter des recherches ou des stages par des étudiants de l'Université du Mali*
 - *Exploiter les résultats de l'étude de cas sur le Nord dans le programme de gouvernance pour cette région*
 - *Relire les programmes d'Appui à la Société Civile et Equité Homme Femmes pour y incorporer une meilleure visibilité du Capital Social*
 - *Valoriser les études de cas entreprises, en les transformant en projets concrets*
 - *Procéder à une évaluation participative des principaux Programmes par rapport à la mise en valeur du Capital Social et de son interaction avec leurs activités*
 - *Publier les résultats des journées de réflexion et des études entreprises*
 - *Incorporer le Capital Social dans les TDR des missions d'identification et d'évaluation de projets / Programmes*
 - *Favoriser les visites inter projets*
 - *Disposer de financements flexibles pour répondre rapidement aux initiatives novatrices de renforcement et de mise en valeur du Capital Social*
 - *Impliquer l'Observatoire du DHD dans l'élaboration d'indicateurs sur le Capital Social*
 - *Inclure le Capital Social dans le cadre de résultats stratégiques du PNUD*
 - *Concentrer les efforts sur le Capital Social au niveau communautaire et associatif.*
 - *Poursuivre de façon plus élaborée et méthodique l'exercice d'identification et de valorisation du capital social entrepris par les programmes sur le terrain.*
 - *Valoriser les quatre études de cas à travers un appui adapté aux besoins des communautés qu'elles ont concerné.*
 - *Faire une diffusion large et de qualité des travaux et résultats de ces journées de réflexions.*
-

Liste des participants

Bureau PNUD

Tore Rose
Renata Lok Dessallien
Djéidi Sylla
Alissabatou Sanoussi Gouné
Kalfa Sanogo
Oumar Sako
Sy Maïmouna Bâ
Kadidia Coulibaly Ledron
Sigrun Odegaard
Marie Kagaju Laugharn
Idrissa Danté
Karounga Keïta
Dancilla Mukarubayiza
Mamadou Ascofaré
Aida M'Bo Dembélé
Alima Konaté Sylla
Awa Paul Diawara
Bernard Basteys
Laurent Coche
Georges Glod
Catherine Mariano
Oumar Boundy

Programmes / Projets PNUD

Bakary Diarra SNLP/DHD
Mahamadou Tangara ODHD
Moussa Diagana Projet Tonka
Gaoussou Danté ACODEP
Alpha Aboubacrine PRODEC
Issa Sidibé, Plateformes multifonctionnelles
Aminata Traoré PAPF
Emile N'Dejuru Seno-Bankass
Koulountan Coulibaly Forêt Kita
Mohamed Diallo, Mali 2025
Assétou Koné FENR
Fanta Karabenta, Assistance Nord-Mali
H. Sidibé, ProjetEducation/Formation

Consultants :Alayne Adams, Robert Vuarin.

Agences de Coopération

Banque Mondiale, GTZ, Canada, France, Pays Bas, Union Européenne, Suisse, UNICEF, FAO, OMS, PAM, FNUAP, UNESCO, USAID, HCR

Gouvernement

Présidence : Ibrahim Samba Traoré
Ministère de l'Economie du Plan et de l'Intégration : Sékouba Diarra
Conseil Economique, Social et Culturel;
Agence pour le Développement Social;
Commissariat au Nord : Hamzatta Diallo;
Mission de Décentralisation
Rectorat Université du Mali; ENA, ISFRA, IER, DNAMR;
Institut des Sciences Humaines;
CPS / Education; CPS / Santé;

Centre d'Analyse et de Formulation des Politiques de Développement;
Ecole Nationale d'Administration : Alphamoye Sonfo

Société civile et Secteur privé

SCF; CCA/ONG; CAFO; CERDES; IMRAD; CENAFOD; Centre Hampaté BA; Centre Djoliba; BECIS; AEN; OXFAM; Croix Rouge Malienne; ONG Point Sud, ACORD, AFAD; Hamidou Doucouré, Touba; Hamadaou Sylla Maire de la commune de Touba; Morikè Konaré; Dramane Ouattara.

Personnes - ressource

Urbain Dembélé, Hamidou Magassa, Muphta Ag Haïry, Edmond Dembélé, Mariam Maïga,
Dembélé Mariam M'Barakou, Ismaïla Samba Traoré, Many Camara, Félix Koné, Mamadou Camara, Drissa Diakité, Doulaye Konaté, Adam Thiam, Koné Souadou Diabaté, Boubacar Bah.

Presse :

ORTM, AMAP, GROUPE KLEDU, RADIO LIBERTE

BIBLIOGRAPHIE

- Adams Alayne et R. Glassco «*Social capital and development in Kolondieba and Douentza* »SCF/ICRD/PNUD
- Banury Tariq ; Hyden , Goran ;
Calestus, Juma , Rivera, Marcia « DHD : du concept à l'action » PNUD, 1994
- Bastelaer van, T. « *Does Social Capital facilitate the poor's access to credit* », 1999
- Bourdieu, Pierre
 - « *Le Capital Social, notes provisoires* in « Actes de la Recherche en sciences sociales n°1 » 1980
 - « *The forms of Capital* » 1986
- Camara, Mamadou « Capital social et système de Vulgarisation par la formation et les visites », PNUD 1999.
- Center for Population and «*Capital Social et Développement* », 1997
Development Studies
- Coleman, James « Social Capital in the Creation of Human Capital, » 1998
- Dembélé , Mariam
M'Barakou Touré « *Formes et Manifestations diverses de la vie Associative : le Mouvement associatif féminin* » PNUD 1999
- Dembélé, Edmond « *Capital social et Gestion des ressources naturelles collectives : le cas des Ogokana en milieu Dogon du cercle de Koro* » PNUD 1999
- Dembélé, Nagognimè Urbain :
 - « *Capital social et développement des communautés pauvres au Mali, l'expérience des écoles communautaires en pays bwa* » PNUD 1999
 - « *Du capital social endogène au développement socio-économique soutenable, étude de cas sur la solidarité en milieu marka du secteur de Touba* », PNUD, Mars 1999
- DNSI/PNUD « *Enquête sur les perceptions maliennes de la pauvreté* », 1997
- Evans, Peter « *Government Action, Social Capital and Development : Creating synergy across the public-private divide.* » . 1995
- Frank, Robert « Social Capital and Economic Development. », 1993
- Fukuyama, Francis « *Trust : Social Values and the Creation of prosperity* ». 1995

- Fustenberg, Frank F., Mary, E.Hughes « Social Capital and Successful Development Among At-Risk Youth. », 1995
- Grootaert, C « Social capital : The missing link? » 1997
 - J. Tendler « Good Government in the tropics » 1993
 - Knack, S and P. Keefer « Does Social capital have an economic pay off » 1997
 - Kone, Souadou Diabaté « Communication Traditionnelle et capital social » 1999
 - Leonardi ,Robert « Regional Development in Italy : Social Capital and the Mezzogiorno. 1995
 - Maiga, Mariam Djibrilla « *Le rôle du capital social dans la promotion de la santé des femmes au niveau communautaire* » PNUD 1999
 - Magassa, Hamidou « *Les capitalisations du social au Mali* » PNUD 1999
 - Muphta Ag Haïri, Mariam D. Maïga, Ousmane Traoré « *Alabadia : le capital social et la société civile dans la gestion et le règlement du conflit du Nord Mali* », PNUD, 1999
 - Narayan, D ; Pritchett.L « *Cents and sociability. Household Income and Social Capital in Rural Tanzania* », 1996
 - Narayan, D « *Bonds and Bridges : social capital and poverty* ».1999
 - ODH observatoire du développement humain Durable et de lutte contre la pauvreté au Mali. « *Rapport annuel sur le développement humain durable au Mali* »,1998
 - Ostrom, Elinor « *Social Capital and Development Projects* ». 1993
 - Projet de Développement Intégré en Zone Lacustre Tonka « *Capital social et Gestion des ressources pastorales* ». 1999
 - Projet mise en valeur des forêts du Cercle de Kita par les organisations Paysannes « *Capital social et Aménagement participatif de la Forêt de Tinienko* » 1999
 - Projet ACODEP « *Le Capital Social au Mali : contribution aux journées de réflexion* »

- Projet PAGTV-SG *« Influence de quelques éléments du Capital Social sur le Développement Humain Durable dans la zone d'Intervention du PAGTV-SG »*

- Projet Femmes Energies *« Capital Social et Développement : le cas du projet FENR »*
Nouvelles et Renouvelables 1999

- Projet Appui à la Promotion des Femmes *« Contribution du Programme PPF aux journées de réflexion sur le Capital Social au Mali » 1999*

- Putnam, Robert
 - *« Tuning In, Tuning Out : The Strange Disappearance of Social Capital in America », Dec. 1995*
 - *« Making democracy work » 1993*

- Rose, R *« Russia as an hour Glass Society : A constitution without citizens » 1995.*

- Rose, Tore *« Discours d'ouverture des journées de réflexion sur le capital social », 1999*
« Doing development differently : social capital » UNDP, 1999

- Sylla, Djéidi *« Le Capital Social, enjeux et signification d'un concept émergent »; PNUD-Mali, 1999*

- Sylla , Djéidi *« Atelier sur le Capital Social, Rapport analytique », PNUD-Mali, 1999*

- Vuarin, Robert
 - *« Capital Social et développement »*
document préparatoire, à l'Atelier sur le capital social, PNUD-Mali, 1999
 - *« Analyse de synthèse des journées de réflexion sur le capital social au Mali », 1999*

- Woodcock, M *« Social Capital and Economic Development a critical review » 1997*

SIGLES :

ACODEP	Appui aux Collectivités Décentralisées pour un Développement Participatif
ACORD	Agence de Coopération pour la Recherche en Développement
AEN	Aide de l'Eglise Norvegienne
AFAD	Association de Formation et d'Appui pour le Développement
AJM	Association des Juristes Maliennes
APDF	Association pour la Protection et la Défense des Femmes Maliennes
ASACO	Association de Santé Communautaire
BECIS	Bureau d'Etudes et de Conseils du Sahel
BIT	Bureau International du Travail
CAFO	Coordination des Associations Féminines
CAFPD	Centre d'Analyse et de Formulation de Politique de Développement
CCA / ONG	Comité de Coordination des Actions des ONG
CED	Centre d'Éducation pour le Développement
CENAFOD	Centre national d'appui et de formation pour le développement des ressources humaines
CERDES	Centre d'Etudes et de recherche pour le Développement Economique et Social
CFA	Communauté Financière Africaine
CMDT	Compagnie Malienne de Développement Textile
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
DNACOP	Direction Nationale de l'Action Coopérative Coopération
DNAMR	Direction Nationale de l'Aménagement du Monde Rural
ECOM	École Communautaire
ENA	École National d'Administration
FAO	Food and Agricultural Organisation
FAR	Fonds Auto- Renouvelable
FENR	Projet Femmes et Énergies Nouvelles et Renouvelables
FENU	Fonds d'Équipement des Nations Unis
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FNUAP	Fond des Nations Unies pour les Activités en matière de Population
GTZ	Service Allemand de la Coopération Technique
HCR	Haut Commissariat aux Réfugiés
IER	Institut d'Économie Rurale
IMRAD	Institut Malien de Recherche Appliquée pour le Développement
INRSP	Institut National de Recherche en Santé Publique
ISFRA	Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliqué
MFUA	Mouvements et Fronts Unis de l'Azaouak
MJDT	Mouvement des Jeunes pour le Développement de Touba
MLI	
MPMGK	Mouvement Patriotique Malien Ganda - Koy
MST	Maladies Sexuellement Transmissibles
ODHD	Observatoire du Développement Humain Durable
ODR	Opérations de Développement Rural

OHVN	Office de la Haute Vallée du Niger
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernemental
OXFAM	Oxford Famine
PAGTV - SG	Programme d'Aménagement et de Gestion des Terroirs Villageois dans le Séno Gondo
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAPF	Programme d'Appui à la Promotion des Femmes
PRODEC	Programme Décennal de Développement de l'Éducation
PNUD	Programme des Nation Unies pour le Développement
SCF/UK	Save the Children United Kingdom
SCF/USA	Save the Children USA
SNLP / DHD	Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté / Développement Humain Durable
UDPM	Union Démocratique du Peuple Malien
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance